la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

21e année. — N° 360. — Nouvelle série n° 59. MARS 1952. — Prix : 70 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 400 fr.
Un an .... 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 480 fr.
Un an .... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 59 - Mars 1952

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

Le Carnet du Sauvage

ENTENDU, PEYRE

Depuis septembre dernier, où Tony Peyre, le secrétaire de l'U.D.-F.O. de la Loire, insistait ici pour que je reprenne le Carnet du Sauvage, je me suis tâté chaque mois. Etais-je en état de reprendre la plume ? Depuis, Thevenon, Franc ensuite — toujours la Loire — sont revenus à la charge. Je vais donc ressayer. En route donc. Si, par malchance, j'ai des ratés quelque mois, qu'on ne m'en veuille pas. Je ferai ce que je pourrai.

Mais que Peyre me permette de lui dire deux ou trois choses. D'abord que je n'avais pas l'impression, à l'encontre de ce qu'il dit, que les jeunes portaient tant d'intérêt à mon Carnet. La « R.P. », prétendent quelques pointus, peut-être un peu jaloux, est une revue faite par des vieux à l'usage de non moins vieux. Jugement faux, je le sais bien. Mais quand ils s'intéressent à quelque chose, les jeunes pourraient le montrer. Dans cette même lettre, Peyre dit n'avoir pas eu le temps d'écrire de toute l'année. Si occupé qu'on soit — et j'imagine parfaitement qu'un secrétaire d'union départementale de syndicats qui prend sa tâche à cœur est forcé de se coucher tard très souvent — on trouve le temps quand l'envie d'écrire est forte.

Ce sont des jeunes comme Peyre, pris par le travail et les difficultés du mouvement, qui peuvent le mieux nous renseigner sur ce qu'il faut faire, sur ce qu'il faut étudier, sur les renseignements qui manquent, sur les sujets qu'il faut éclairer. Comment faire une « R.P. » potable sans les remarques chaque mois de vingt camarades comme Peyre ? Tony Peyre représente à mes yeux un cas type. Il est à un poste difficile, dans une région difficile. Il a affaire à une classe ouvrière qui préfère le coup de chien, de loin en loin, à l'organisation permanente. Il a devant lui un patronat infatué de son rôle et qui possède une vieille expérience de la corruption des milieux ouvriers. Par là-dessus, les staliniens, peut-être moins puissants qu'hier, mais forts encore ; ils entretiennent savamment la confusion entre crier fort et assurer le véritable travail révolutionnaire d'aujourd'hui et de demain.

Que faire dans une région aussi difficile ? Le travail revendicatif de tous les jours, d'abord. Mais en outre avoir la préoccupation de « lever » des militants, des jeunes bien sûr, mais des anciens à réveiller aussi, d'en former partout, d'un bout à l'autre du département, de Roanne à Firminy, particulièrement dans les industries maîtresses, mines, métallurgie, textile.

Le jour où Peyre aura trouvé et formé un ou plusieurs militants par puits de mine, par boite de la métallurgie, par localité industrielle, ce jour-là seulement il aura une organisation solide. Ce n'est pas un petit problème à résoudre. Mais ces trois ou quatre cents jeunes militants, informés, à l'esprit ouvert, ne prenant pas les vessies staliniennes pour des lanternes, il peut les rassembler, avec l'aide des camarades pédagos de la Loire qui se regardent comme faisant corps avec la classe ouvrière.

UNE MAGNIFIQUE BATAILLE ?

Nos staliniens n'ont pas de chance sur le terrain syndical en ce moment. Durant la session de l'O.N.U. ils n'ont été capables d'offrir à Vichinski que de maigres grèves-spectacles. Ehni, l'ami de Saillant, y est bien allé d'une grève générale des journaux, à l'occasion d'une grève de la presse marseillaise où il y avait à boire et à manger, mais les canardiers, respectueux de la discipline syndicale, ont marché sans enthousiasme. Le général secrétaire du syndicat des navigants d'Air France, y est allé aussi de son mouvement, mais la fusée n'a pas donné le bouquet prévu.

Et voilà que la grève générale du 12 février, en dépit de ce que peut claironner Etienne Fajon, annonçant qu'elle a été une magnifique bataille, est en réalité un véritable et pénible fiasco.

Fiasco d'autant plus frappant que la préparation avait été plus soignée. Les moyens de transport, autobus et métro, devaient s'arrêter, ils ont fonctionné normalement. Les grandes usines d'automobiles Renault et Citroën devaient débrayer ; elles ont connu un nombre très faible de grévistes. Ce ne sont pas les incidents provoqués chez Renault qui donneront le change. Si les grévistes avaient été nombreux, il n'y aurait pas eu besoin d'incidents. La presse parisienne, celle du matin comme celle du soir, a paru. Aucun magasin n'a baissé ses rideaux de fer. Comment dans de telles conditions, « Ce Soir » et « l'Humanité » ont-ils pu arborer des manchettes annonçant le succès de la grève dite antifasciste ? Il leur fallait sauver la face.

Pourquoi l'appel à la grève lancé par l'Union des Syndicats et la C.G.T., aux ordres du parti stalinien, n'a-t-il pas été suivi ?

Les raisons sont diverses. Dans la période de recul où nous sommes, il ne faut pas se payer d'illusions ; la classe ouvrière est lasse de tant d'appels à ceci et à cela. Elle ne peut y répondre. S'il lui fallait protester en arrêtant le travail contre toute scélératesse gouvernementale, sans parler des actes d'arbitraire, il n'y a pas de semaine où elle ne ferait grève. Un jour pour les grévistes de la Guadeloupe, un autre pour ceux de la Tunisie. Un autre encore pour les camarades espagnols fusillés par Franco, ou pour les 15 millions de concentrationnaires au pays du socialisme.

La décision du gouvernement d'interdire la manifestation stalinienne pour commémorer le 12 février 1934 est sans nul doute un acte d'arbitraire. Mais nous sommes gavés d'actes d'arbitraire. Plus un gouvernement est faible plus il se croit tenu de se prouver à lui-même qu'il garde quelque force.

Le geste lui était d'autant plus facile que beaucoup de travailleurs parisiens n'ont pas la mémoire aussi courte qu'on se le figure au parti stalinien. Ceux qui lançaient l'appel à la grève n'étaient guère qualifiés pour évoquer le 6 février 1934, ni pour crier qu'aujourd'hui le fascisme ne passera pas.

Le 6 février 1934, les mêmes Duclos et Fajon mêlaient leurs troupes à celles du colonel de La Rocque. Ensemble ils essayaient d'enfoncer les barrages de la Concorde pour envahir le Palais-Bourbon. Alors les staliniens croyaient, en France comme en Allemagne, que les fascistes pouvaient être victorieux et prendre le pouvoir, mais que ce pouvoir ils ne le garderaient pas six mois ; à la faveur d'un sursaut populaire ils en seraient chassés à leur profit à eux, les hommes de Staline. On sait comment ils ont supplanté Hitler six mois après. Six ans après, Staline signait avec lui un traité déshonorant. En France, ils n'ont pas eu à supplanter La Rocque ; ils n'avaient pas réussi à l'aider à prendre le pouvoir. Aujourd'hui, réussiront-ils mieux avec de Gaulle ?

En 1934, dans les rangs de leur parti, ceux qui n'acceptaient pas cette stratégie complice du fas-

cisme eurent du mal à faire adopter leur point de vue. Sous la pression d'hommes comme Renaud Jean et Doriot — qui devait si mal finir, mais qui voyait à ce moment quelle tragique erreur commettait son parti — une contre-manifestation était décidée pour le 9 février ; la C.G.T.U., de son côté se résignait à participer à la grève générale du 12 février, décidée le 7 par la C.G.T. Le coup du 6 ayant échoué, les stratèges staliniens étaient contraints de renverser leur plan.

Il leur faut donc aujourd'hui un certain toupet pour s'attribuer le mérite de la manifestation du 12 février 1934. Le toupet, c'est ce qui leur manque le moins. Malheureusement pour eux, tout le monde n'a pas oublié leur rôle exact de 1934. Plus d'un ouvrier parisien s'est dit qu'ils exagéraient.

Leur grand mot d'ordre présent, c'est « Le fascisme ne passera pas », mot d'ordre excellent en soi, mais qui détonne dans leur bouche. Dans la France de 1952, ce sont eux qui incarnent le danger fasciste numéro 1. La classe ouvrière française se rend parfaitement compte que si elle est menacée par un fascisme de droite, représenté par les partisans d'une conception périmée de la grandeur nationale — à l'image de Mussolini tisonnant les cendres de la Rome ancienne — elle est plus gravement encore menacée par un fascisme de gauche, représenté par les partisans d'un Etat policier et totalitaire calqué sur le modèle russe. Les ouvriers parisiens en ont de plus en plus le sentiment. C'est pourquoi ils n'ont pas marché le 12 février dernier.

Ils ont montré qu'ils n'étaient pas dupes de ceux qui sous le couvert du slogan : « Le fascisme ne passera pas », tentent de faire passer le fascisme stalinien. Pas plus qu'ils ne sont dupes de ces soi-disant partisans de la paix qui ne sont en réalité que les instruments et les fourriers des véritables fauteurs de guerre. Le monde entier aspirait à cinquante ans de paix après la dernière guerre. Ils lui avaient été promis. Il en avait tant besoin. Il y avait bien droit. Sans l'extrême naïveté, pour ne pas dire l'imbécillité, des dirigeants américains, pleins de confiance alors dans l'oncle Joe, le monde aurait connu cette paix de cinquante ans.

Cinquante ans, pendant lesquels, le vieil idéal des ouvriers de tous les pays se serait probablement réalisé. L'émancipation ouvrière ne serait pas apparue sous le masque odieux d'un communisme offrant tous les aspects du bagne pour les travailleurs.

C'est parce qu'ils ont le sentiment de tout cela que les travailleurs parisiens n'ont pas répondu à l'appel stalinien en faveur de la grève générale du 12 février. Ils se gardent à droite, mais ils se gardent aussi à gauche, s'il est possible de parler de gauche en la circonstance.

L'UNITE SYNDICALE N'EST PAS EN VUE

Les perspectives de réunification du mouvement syndical sont moins brillantes que jamais. Il ne suffit pas d'en parler pour les améliorer. De la conférence faite par Lapeyre en 49 sous les auspices de la « R.P. » à celle de l'autre dimanche par Walusinski, aucun pas n'a été fait. Peut-être un pas en arrière. Mais qui peut en être surpris, en dehors de ceux qui discourent peut-être très fort mais ne se donnent guère la peine de réfléchir ? Les multiples interventions de l'autre jour ont confirmé en moi ce que je pensais et ce que j'ai déjà dit en mai 1949. Le rassemblement des syndicalistes révolutionnaires n'est pas mûr. J'ajouterai qu'il est peut-être en train de pourrir.

Quant à un rassemblement des syndicalistes dits libres, c'est-à-dire à la fusion des autres centrales que la C.G.T., il ne me paraît pas davantage mûr.

F.O., C.F.T.C., C.T.I. C.N.T., Autonomes divers, sont-ils prêts à s'unir dans un délai proche ? Il ne semble pas. Chacun, au contraire, se renferme davantage dans sa coquille.

Je ne sais ce que donnera la conférence organisée par « l'Unité » pour le 1er et le 2 mars. Pour rien au monde, je ne voudrais décourager un camarade quand il croit faire du travail utile dans telle direction donnée. Tout ce que je me permettrai de lui dire, c'est de garder les yeux bien ouverts.

Mais je ne me crois pas obligé de lui emboîter le pas.

L'unité syndicale complète, c'est-à-dire avec la C.G.T. stalinisée, de l'avis de tous, est impossible. L'unité dite des syndicalistes libres est difficile, sinon impossible aussi. D'ailleurs si ce modèle réduit était possible, un problème se poserait, rendu plus préoccupant après l'expérience de l'unité par les sommets de 1936 et par l'expérience de F.O. Une telle unité rassemblerait une masse réformiste, sinon passive, incapable d'enlever à la C.G.T. l'initiative de la revendication. Seul l'esprit révolutionnaire réel peut l'enlever. Or les révolutionnaires véritables fondus, perdus dans la masse, ne seront-ils pas joués comme dans F.O., ou comme en 1936 ? Non que je croie comme l'ami Jacquet qu'il faille regretter le syndicat d'affinité et peut-être espérer son retour. Beaucoup de camarades ont la nostalgie de leur ancienne Fédération unitaire de l'Enseignement. A mes yeux, ils passent à côté du véritable problème. Peut-être chez les fonctionnaires le danger de plusieurs syndicats dans la même corporation est-il moins grand. Il en va autrement dans l'industrie privée. Là, c'est vers le syndicat de masse que sont entraînés les travailleurs. Reste pour les révolutionnaires à comprendre leur rôle et à se donner une forme d'action efficace. Non pas en ronronnant ce que l'on a dit il y a vingt ou cinquante ans. En examinant les problèmes d'aujourd'hui à la lumière de nos principes révolutionnaires. Oui, repensons le syndicalisme, adaptons-le aux conditions présentes. Adapter ne signifie pas abjurer ou trahir.

Que faire donc ? Je vois deux choses au moins. Si nous les faisions, nous ne perdrions pas notre temps : 1.) établir entre camarades appartenant à des centrales différentes des liens d'étude et d'action ; 2.) former des militants d'atelier capables de tenir tête dans leur boîte aussi bien au patronat qu'aux staliniens.

Cette première tâche seule préparera la suivante qui pourrait consister alors dans la constitution d'une force réelle face à la C.G.T. stalinisée, une force qui rendrait au syndicalisme la puissance d'attraction qu'il a perdue.

L'autre dimanche, Walusinski a lancé l'idée du Cercle Pelloutier auquel nous sommes plusieurs à penser sérieusement depuis quelques mois. Il ferait pendant au Cercle Zimmerwald. L'un s'occupe des questions internationales. L'autre s'occupera des questions syndicales.

C'est diviser un peu plus le petit noyau de la « R.P. » ? Allons donc. C'est créer deux foyers d'étude, deux foyers de vie, qui lui seront précieux, au contraire.

Que ceux qui voient autre chose à faire le fassent. Le champ est large. Mais qu'ils nous laissent à nous aussi le droit de faire ce qui nous paraît utile. On jugera plus tard ceux qui auront le mieux travaillé pour le mouvement et pour la « R.P. ».

RAYMOND LAFONTAINE ET LE SYNDICALISME DES MEDECINS

Notre ami le docteur Lafontaine est mort, le 17 janvier. Il avait appartenu à la première équipe de la première « Vie Ouvrière », celle de 1909. De loin en loin, il donna encore divers articles à la « Révolution prolétarienne ». Depuis plusieurs années, la maladie l'avait écarté du mouvement.

Son nom ne dit probablement rien aux syndicalistes d'aujourd'hui, non plus qu'aux médecins. Pourtant son rôle a été important. Ce mot a été si galvaudé qu'il ne signifie plus grand-chose. Appliqué à Lafontaine, il faut lui rendre son plein sens.

Tout le mouvement syndical des médecins part de lui et de quelques camarades qui fondèrent, alors qu'ils étaient étudiants, l'Association Corporative des étudiants en médecine face à l'Association des étudiants qu'ils eurent vite supplantée. C'était vers 1904-1905, au moment où le syndicalisme révolutionnaire apportait sa grande espérance. Leur première lutte fut dirigée contre l'enseignement du métier de médecin. Certains concours de l'agrégation de médecine restent célèbres par les protestations qu'ils soulevèrent. La Corporative, soutenue par les médecins praticiens d'alors, réclamait la formation de médecins sachant leur métier et non de perroquets capables de réciter par cœur tout un cours.

Vis-à-vis des travailleurs, leur position n'avait pas moins de netteté. Il ne devait pas y avoir deux médecines, une médecine pour pauvres à l'intention de la classe ouvrière et une médecine pour riches. Quand on pense à ce qu'est la Sécurité Sociale regardée sous cet angle, on ne peut que déplorer l'absence de médecins comme Lafontaine pour la marquer de leur esprit et de leurs conceptions. Mais lui-même était déjà à l'écart en raison de la maladie. Le mouvement syndical des médecins avait depuis longtemps pris une orientation différente de celle qu'il lui avait donnée à ses débuts.

Il m'est arrivé plusieurs fois de lui dire qu'il avait voulu entraîner sa corporation plus loin qu'elle ne pouvait aller. Il n'en convenait jamais. Il gardait l'espérance qu'une équipe de médecins un jour referait ce qu'ils avaient fait à quelques-uns. Forts par le nombre, les syndicats de médecins, eux aussi, réaliseraient les grandes espérances qui avaient marqué leur naissance.

C'est un fait pourtant que depuis cinquante ans chez le médecin, le bourgeois, grand et petit, s'est réveillé et qu'il domine l'homme d'un métier si utile.

Dans la mesure où le bourgeois se réveillait en lui, le médecin participait à ce ralliement des conservateurs de tout poil à la religion et à l'Eglise. Finie, ou en voie de s'éteindre, la race du médecin champion du républicanisme et de ce qu'on appelait autrefois les idées avancées.

Le mouvement d'Action Française a contribué pour une part au pourrissement de l'esprit des médecins. Il a cherché et réussi à avoir sur eux une grande et fâcheuse influence. On ne voit souvent dans la pensée de Maurras que son aspect nationaliste. On néglige son bourgeoisisme forcené. Il a exalté la vanité et l'égoïsme de fonctions regardées comme supérieures, armature de la bourgeoisie, le médecin, le juriste, l'ingénieur, et il les a un temps gagnées à la cause royaliste ; en fait, il les a enfoncées dans l'esprit réactionnaire.

Quelqu'un devrait bien se plonger dans la collection du « Médecin syndicaliste ». Il y retrouverait, dans la multitude d'articles publiés par Lafontaine, de quoi montrer comment ses pionniers comprenaient le syndicalisme des médecins. Ceux qui l'ont connu personnellement et qui ont éprouvé son dévouement ne peuvent oublier l'homme remarquable qu'il fut. Ceux qui auront un jour sous les yeux les grandes idées qui l'animaient se demanderont comment la classe ouvrière ne s'en est pas davantage inspirée aux temps où elle a jeté les bases des Assurances sociales, puis de la Sécurité sociale. Ils se demanderont plus encore comment les médecins ont pu ravaler la conception initiale de leur syndicalisme à un corporatisme portant toutes les tares du corporatisme de l'ancien régime.

JEAN CHANEAUX

Encore un ancien qui disparaît. Il appartenait à la génération de 1919. Dans la photo représentant un groupe de délégués minoritaires au Congrès de Lyon (1919), reproduite dans la « R.P. » de janvier 1951, on le voit tout à droite, en tenue de soldat.

Il avait quitté l'Enseignement pour raison de santé et avait entrepris l'élevage des abeilles. Réussirait-il ? Peu d'entre nous le croyaient. Il avait si bien réussi que la coopérative formée sous le nom « Compagnie des miels du Jura » possède à l'heure actuelle de mille à quinze cents ruches. Cette réussite était son œuvre. Je lui avais demandé bien des fois d'écrire la monographie de sa coopérative. Il remettait toujours. Nul exemple n'aurait été plus stimulant pourtant.

Exclu du parti, avec nous ou peu après nous, il avait gardé la nostalgie des éléments de base du parti dans sa région du Jura. Il avait fourni un gros effort en faveur de la Librairie du Travail. Il a donné plusieurs articles à la « R.P. ».

Sa compagne, Roseline Leclercq, était morte l'été dernier. Il ne lui aura pas survécu longtemps.

Pierre MONATTE.

JULIEN AUFRÈRE

Notre ami Julien Aufrère est mort, en quelques heures, le mardi 26 février, dans sa maisonnette de Colombes. Rien ne laissait prévoir sa fin. Il avait travaillé la veille. Il se préparait pour aller reprendre son labeur, lorsque subitement il s'affaissa... pour ne plus se relever. Il avait 62 ans.

Oui, c'est un ami que nous avons perdu ; et aussi un des membres du « noyau » qui, en 1925, fonda la R.P. ; et encore un bon militant syndicaliste qui fut, naguère, secrétaire de la Fédération Unitaire des Travailleurs du Livre, où il militait, en 1922 déjà, pour l'indépendance du syndicalisme, contre les bolchevisateurs du mouvement ouvrier.

Julien Aufrère appartenait au Syndicat des Correcteurs : il y fut membre du comité. Il avait conservé les idées syndicalistes qu'il défendait comme typographe, lorsqu'il y a quelque quarante ans, il faisait son Tour de France.

Sa compagne trouvera ici, ce dont elle n'a jamais douté, l'assurance de la solidarité de tous les amis du si sympathique Julien.

Suisse *L'AFFAIRE NICOLE*

D'un camarade de Genève ces remarques sur l'exclusion de Nicole par le parti stalinien suisse :

N'allez pas vous imaginer à Paris que Nicole est entré en état de révolte contre les consignes staliniennes. Les deux camps de frères ennemis s'accusent réciproquement de déviation, mais je crois que Nicole et ses partisans allaient plus loin encore que leurs adversaires, les purs du parti, dans la soumission à Moscou. De la Mecque, cependant, on ne peut les départager, et l'exclusion prononcée reste évidemment acquise. Le parti est le parti. Une contre-épuration se produira-t-elle ? On verra. En attendant, les exclus ont l'oreille du représentant diplomatique d'U.R.S.S. à Berne dont ils sont les hôtes coutumiers. Mais un journaliste bourgeois a très bien observé que Moscou se passerait fort bien de l'existence d'un parti en Suisse, lui préférant les organisations crypto-communistes telles que Partisans de la paix ou Amis de l'U.R.S.S., qui s'acquittent au mieux de la besogne qu'on leur demande. Le seul intérêt du parti est peut-être d'ordre statistique. Il permet, en matière électorale, d'évaluer son action en nombre.

GEORGE LANSBURY

(1859-1940)

L'HOMME ET LE SOCIALISTE

Une longue vie, admirablement remplie. Celle de l'homme se déroulera tout entière dans un quartier pauvre de Londres, l'East End, souvent décrit, où même sans fonction officielle, avant qu'il en fût conseiller municipal, « guardian », maire, député, il est le conseiller reconnu par tous, en qui on est sûr de trouver une aide fraternelle. Celle du socialiste couvre l'entière histoire d'un siècle du mouvement ouvrier, des derniers soubresauts du chartisme au travaillisme triomphant. Mais il ne faudrait pas essayer de séparer l'homme du socialiste car c'est l'homme qui, chez Lansbury, fait le socialiste original, exceptionnel qu'il a été — impossible de le couler dans le moule des habituels chefs de parti — non plus d'exalter l'homme aux dépens du socialiste, comme on est souvent tenté de le faire, et contre quoi Postgate, qui nous raconte cette vie multiple (Longmans, Londres, 21 sh.) nous met en garde ; l'homme était bon, mais le politique ne manquait ni de finesse, ni de subtilité.

Ecrire n'était pas son affaire et il ne laisse pas d'ouvrages importants ; il sera difficile aux historiens du mouvement ouvrier de lui assigner la place qu'il mérite parmi les leaders socialistes. Homme d'action ne serait pas assez dire pour le caractériser car l' « action » n'est parfois que de mots, ou pas trop scrupuleuse quant aux moyens, tandis que Lansbury n'est jamais disposé à transiger ; homme de réalisation conviendrait mieux. Une des objections qui toujours le fâchait, c'était : la question n'est pas mûre. Quand un de ses collaborateurs lui expliquait, en détail, qu'un projet n'était pas réalisable, il répondait tranquillement : Bon, vous m'avez montré ce qu'on ne peut pas faire ; voyons maintenant ce qu'on peut faire. A vingt-cinq ans, il décide d'émigrer en Australie. La propagande des agents coloniaux fait miroiter une vie large, libre, du travail pour tous ; mais, à l'arrivée, ce sont des chômeurs qui l'accueillent. Il se débat pendant une année, réussit à rentrer en Angleterre, résolu à demander raison aux racoleurs ; il dénonce leurs mensonges dans ces réunions qu'il est de coutume de tenir aux carrefours, écrit au journal *Echo*, et il fait à lui seul tant de bruit que le gouvernement doit convoquer une conférence. Lansbury a devant lui l'agent général des colonies, qui, d'abord le prend de haut avec ce petit personnage, mais l'intimidation échoue car Lansbury a assez de faits et, en outre, un don de persuasion pour gagner ses auditeurs qui décident d'envoyer sur l'heure une délégation au secrétariat des colonies : son but est atteint.

Voilà pour l'homme. Comment s'est-il formé ? Son père était surveillant dans une entreprise de construction de voies ferrées ; la famille se déplaçait fréquemment, dans les comtés de l'Est, et c'est ainsi que Lansbury naquit dans une bourgade de Suffolk. Le surveillant buvait avec les compagnons ; peut-être faut-il voir là la raison pour laquelle Lansbury devait être toute sa vie abstinent. De sa mère, Galloise, il tire un autre enseignement. On est à l'époque de l'apogée du libéralisme; dans les lectures qu'elle lui fait, il entend les noms de Cobden et de John Bright, de Gladstone, de Lincoln ; celui des proscrits, des réfugiés politiques auxquels l'Angleterre est alors accueillante : Mazzini, Cavour. La paix et les réformes, la liberté des peuples opprimés sont à la base de leur programme. Il complétera son éducation politique en allant écouter les orateurs des meetings de plein air du voisinage, poussera jusqu'à Hyde Park et, plus tard, se glissera dans la galerie publique de la Chambre des Communes.

A l'école, il n'a acquis qu'un mince bagage. Il la quitte à onze ans, fait un essai infructueux pour déjà gagner sa vie en travaillant, et y revient pour deux ans. Il a seize ans quand son père meurt ; avec son frère aîné, il prend la charge de l'entreprise paternelle de transport de charbon, des wagons du chemin de fer aux bateaux amarrés sur la Tamise voisine. La famille était installée dans Whitechapel depuis six ans déjà, mais un Whitechapel très différent de ce qu'il devint par la suite, comme Lansbury tenait à le marquer ; il n'y avait alors que très peu de Juifs ; l'immense majorité de la colonie étrangère était composée d'Irlandais, ivrognes et querelleurs, responsables pour une bonne part de la vie sordide des taudis. Les Juifs, qui vinrent plus tard, de Russie et de Pologne, fuyant les persécutions et les pogroms, étaient très différents ; il y avait parmi eux des anarchistes, des socialistes révolutionnaires, hommes sérieux, conscients, qui formaient des centres d'éducation et de discussion, ils contribuèrent certainement à la lente amélioration des pénibles conditions du quartier.

⁂

Les orateurs que Lansbury allait écouter à Bonner's Fields étaient la plupart des libres-penseurs. C'est cependant un prêtre, et un anglican, qui allait avoir sur le jeune Lansbury une influence prépondérante. Le Rév. J. Fenwick Kitto, curé de Whitechapel, était un homme d'une grande bonté ; il prêchait les dogmes élémentaires de l'anglicanisme orthodoxe, mais surtout il dévouait sa vie à aider ses misérables paroissiens. En cela, aussi, Lansbury sera original ; non que les hommes religieux manquent chez les leaders socialistes ouvriers, et certains, tel Henderson, font à l'occasion le prêche du dimanche ; mais ils appartiennent tous, ou presque, à des sectes non conformistes, celles des libéraux et des travaillistes qui ne sont pas libres-penseurs. L'Eglise anglicane est l'Eglise officielle, celle des riches, des conservateurs ; cependant Lansbury lui restera fidèle toute sa vie, sauf pour une période dont il est difficile de fixer la durée.

Dans les éléments de son développement politique, il faut noter sa rencontre avec John Hales, un Irlandais qui avait été secrétaire de la Première Internationale. Il était nationaliste, révolutionnaire, pas marxiste, un ouvrier très conscient des intérêts de classe. Mais c'est seulement à son retour en Angleterre qu'il entrera en contact avec la section de Tottenham de la Social Democratic Federation. Jusque-là il s'était considéré comme un révolutionnaire chrétien ; Hyndman allait le

convertir au socialisme. C'était pour moi une surprise d'apprendre que Hyndman ait pu avoir une telle influence sur Lansbury, peut-être politiquement la plus grande, dit Postgate, les deux hommes étaient si différents ; il est permis de supposer que Hyndman en imposa à Lansbury avec son « socialisme scientifique ». Je n'étais pas moins surpris de voir Postgate manifester tant de considération pour l'homme et pour le socialiste. Il était insupportable de bien des façons, singeant Marx, mais juste capable d'imiter ses manières désagréables. Ce qu'on sait de lui montre un financier dilettante qui s'amuse à présider des meetings socialistes en haut de forme, redingote et pantalon rayé ; il était peu considéré hors d'Angleterre.

Lansbury connait alors d'autres hommes, qui lui sont plus sympathiques et plus proches, William Morris, et, en particulier, Ben Tillett, qui est aussi de l'East End et travaille aux docks. Il ne tarde pas, du reste, à se heurter au « dogmatisme » de Hyndman. Les outrances que celui-ci affectionne, tel le slogan : balle, bombe ou bulletin de vote, le choquent, et non moins les enfantillages : Champion, ancien officier, instruisait des chômeurs dans l'espoir de les mener à la bataille pour une « Commune de Londres » fixée, provisoirement, par Hyndman pour l'année 1889. La Fédération désigne Lansbury pour être son candidat à une élection partielle dans une circonscription du nord de Londres. Ce sont, chaque soir, aux carrefours, des meetings qui ont un tel succès que « bientôt, écrivait alors Lansbury, la seule question pour nous était d'évaluer la dimension de ma majorité ». Il eut 340 voix, et quelques mois plus tard, aux élections générales, 204.

⁂

Comme il était inévitable, il se détache progressivement de la S.D.F. et va vers les Labour Representation Committees, créés en 1899 par un accord entre l'Independent Labour Party et le Trade Unions Congress pour présenter et soutenir des candidatures ouvrières indépendantes. Il n'entrera lui-même aux Communes qu'en 1910, et je dois passer sur toutes ces années où son activité s'exerce surtout parmi ses « East Enders », en dehors de la propagande générale qui l'entraine, chaque fin de semaine, vers quelque coin du pays, pour arriver à sa période « syndicaliste », celle du *Daily Herald* en sa forme première — une aventure extraordinaire qu'il a contée en détail dans le livre qu'il lui consacra, en collaboration avec Postgate, sous le titre « The Miracle of Fleet Street ». Fleet Street étant le « Croissant » de Londres.

Le *Daily Herald* était sorti, en 1911, d'un Bulletin de grève. Des maîtres imprimeurs londoniens avaient répondu par un lock-out à une revendication pour la semaine de 48 heures. Au lieu de demeurer passifs, les lockoutés décidèrent de publier un bulletin quotidien. Le début fut encourageant : 13.000 exemplaires vendus. Il n'avait jamais existé de quotidien ouvrier, et quand, après trois mois, le bulletin disparut, son expérience suggéra à d'autres que ses initiateurs l'idée qu'un tel quotidien était possible. Un comité fut formé où entra Ben Tillett. On pensait pouvoir partir avec 10.000 livres, mais on n'en recueillit que beaucoup moins, et quand le premier numéro sortit, le 15 avril 1912, il ne restait en caisse que 300 livres. Le journal eut une vie mouvementée ; il fallait souvent lancer un cri d'alarme ; dès le 6 mai, Ben Tillett demandait de l'argent « tout de suite, tout de suite ». Mais, s'il était possible, ces alarmes ajoutaient encore au pittoresque d'un journal qui n'avait pas d'analogue. Les rédacteurs y jouissaient d'une pleine liberté ; ils pouvaient tout critiquer : pas de tabous, rien des conventions jusqu'alors tacitement acceptées. Toute l'aide possible était donnée aux grèves tandis que le rédacteur parlementaire traitait irrespectueusement les délibérations de la Chambre des Communes ; il était le journal de tous les rebelles et c'est en cela qu'on peut dire qu'il était syndicaliste, car syndicaliste il ne le fut jamais expressément, pas plus que Lansbury lui-même. Les leaders travaillistes et trade unionistes, hostiles pour la plupart, virent bien le danger qu'il représentait pour leur politique de collaboration avec les libéraux ; ils lui firent d'abord une guerre sourde puis ouverte en lui opposant un autre quotidien, *The Daily Citizen* qui, semi-officiel, terne et ennuyeux, disparut assez vite, tandis que le *Daily Herald* était encore là quand la guerre éclata ; mais elle l'obligea à se transformer en hebdomadaire.

En juillet 1914, de graves problèmes intérieurs accaparaient l'attention des milieux politiques. La guerre les surprit, et elle surprit aussi Lansbury. Il ne vit pas tout de suite la profonde signification du conflit ni les développements qu'il allait prendre. Il alla à ce qu'il considérait le plus urgent : le travail parmi sa grande famille de l'East End à laquelle la guerre apportait de nouvelles épreuves. Ici, il fut moins clairvoyant que les leaders de l'I.L.P. Ramsay MacDonald et Snowden entre autres, qui, dès le premier jour, se dressèrent contre la guerre. Parlant d'eux, dans une autre circonstance, Postgate les juge avec une extrême sévérité, qu'on peut alors trouver pleinement justifiée, mais qui ne doit pas faire oublier qu'en se dressant contre la guerre, ils firent preuve de courage et de clairvoyance. Le simple déroulement de la guerre, tout différent de ce qu'on avait généralement imaginé, amena bientôt Lansbury à se ressaisir ; le *Herald* doubla utilement le *Labour Leader* de l'I.L.P. ; mieux fait du point de vue journalistique, plus vivant, il rendit un grand service en publiant dès que les bolchéviks les eurent extraits des Archives tsaristes, les traités secrets conclus par les Alliés pour se partager d'avance les dépouilles des vaincus.

Le régime tsariste n'avait jamais eu que peu de sympathie en Angleterre ; la bourgeoisie britannique n'avait pas les mêmes raisons que la française d'y être attachée. Cette fois, Lansbury fut au premier rang de ceux qui comprirent la signification et virent les conséquences de son effondrement, et il fut parmi les plus agissants. Il rassembla d'immenses foules, 12.000 personnes à l'Albert Hall en mars 1918, devant lesquelles il s'écriait : « Le triomphe est venu, mes amis, parce que, pour la première fois, des soldats, des ouvriers-soldats ont refusé de tirer sur des travailleurs... Cette guerre finirait demain si les soldats de toutes les armées convergeaient vers le no man's land et refusaient de se battre plus longtemps. » Ses efforts ne purent empêcher l'intervention du gouvernement britannique, mais elle cessa la première et Lansbury résolut alors d'aller en Russie. Le voyage était alors long et non sans périls ; des jours d'anxiété s'écoulèrent avant que la Radio apportât un message rassurant. Il eut, là-bas, pour interprète l'anarchiste Alexandre Berkman ; c'est dire qu'il vit la République soviétique telle qu'elle était, et il revint en Angleterre convaincu que c'était autour d'elle que les travailleurs de tous les pays devaient se rassembler. A la Conférence du Labour Party, il défendit l'adhésion à la Troisième Internationale ; sa proposition ne réunit que 225.000 voix contre 2.940.000 aux adversaires.

⁂

Il ne pouvait être question de suivre l'activité politique de Lansbury dans tous les domaines. J'ai choisi à dessein deux de ses manifestations : le *Daily Herald* et la Révolution russe, parce que ce sont, selon moi, celles qui caractérisent le mieux

le socialisme de Lansbury. Sa vie simple, au milieu des travailleurs de l'East End, l'absence complète d'ambition personnelle, le désintéressement et un dévouement constant le servent mieux que ne pourrait le faire un bagage théorique plus étendu, pour se trouver toujours et comme tout naturellement à l'avant-garde du parti, comprendre et exprimer le mieux les besoins et les aspirations de la classe ouvrière. Quand le mouvement ouvrier risque de s'enliser dans le parlementarisme par sa politique de collaboration étroite avec les libéraux, il s'efforce de le retremper dans le syndicalisme. Avec la même lucidité, il dégage la signification de la Révolution russe, les conséquences funestes qu'aurait la passivité de la classe ouvrière en cette heure décisive pour son destin.

L'après-guerre va être marquée bientôt par une série de défaites, malgré les deux éphémères cabinets MacDonald. Lansbury sera ministre et, ironie du destin, leader du Parti quand la défection de MacDonald exigera son remplacement par un homme sûr pour sauver de la débâcle ce qui peut encore être sauvé. Une constatation amère était de se souvenir alors de ces paroles de MacDonald : « Lansbury seul se conduit comme si la discipline du Parti n'existait pas. » Période décevante qui se déroule sous la menace constante et grandissante de la guerre. Le leader, ferme dans son pacifisme, sera désavoué par son parti. Mais il ne se résignera pas ; il voudra encore « réaliser » par ses propres moyens. Authentique pèlerin de la paix, il entreprend des voyages à travers l'Europe et au delà des mers, pour s'adresser directement aux chefs d'Etat, espérant encore les convaincre. Sur tous ces développements, personnels et politiques, Postgate nous donne une information d'une richesse et d'une authenticité qui sera précieuse aux historiens.

La bonté de Lansbury était devenue un trait de sa personnalité si unanimement reconnu qu'il semblait tout naturel de ne l'appeler désormais que « Good George Lansbury ». Mais qu'on n'imagine pas une sorte de bon-garçonnisme, ami de tout le monde, porté à l'indulgence. Il est un homme de fortes passions que « sa volonté et ses convictions chrétiennes et socialistes » lui permettent de maîtriser. Une fois cependant elles échapperont à son contrôle, au cours de la bataille que livraient les suffragettes pour arracher le droit de vote pour les femmes. Sous la direction des Pankhurst, l'agitation qu'elles menaient devint de plus en plus violente. Lansbury ne l'approuvait pas toujours, mais la répression policière et gouvernementale l'indigna. Alors qu'on laissait de « nobles » lords préparer une insurrection armée contre un éventuel Home Rule pour l'Irlande, les suffragettes, emprisonnées et faisant la grève de la faim, étaient alimentées de force et si brutalement que leur vie était menacée. Elles recommençaient, la police aussi ; c'était, comme on dit alors, le jeu, sinistre, du chat et de la souris. Plusieurs mouraient. Le gouvernement restait impassible. Au cours d'un débat, un député conservateur s'écria, bêtement : « Mais il ne tient qu'à elles que le régime cesse ! » et comme Asquith refusait de parler, Lansbury marcha vers lui et parut le menacer du poing, criant : « Vous êtes au-dessous du mépris ! » Grand scandale. Le Speaker invite Lansbury à quitter la salle. Ramsay MacDonald, leader parlementaire, lui écrit : « J'ai horreur des scènes. » Lansbury démissionne pour porter la question devant ses électeurs et est battu. Echec sensible, mais qui ne l'arrête point. Dans un discours à l'Albert Hall, il proclame le droit des femmes à la rébellion. Il est à son tour poursuivi, condamné à six mois de prison, refuse de prendre l'engagement qui lui assurerait le sursis, fait la grève de la faim et de la soif, est libéré quand son état de faiblesse inquiète et que les East Enders s'agitent.

Mais on ne peut pas quitter une vie si pleine de réalisations et de victoires sur une idée de défaite. Il faut, pour conclure, évoquer le « patriarche victorien » qu'il fut « toute sa vie ». Il eut douze enfants, et malgré ses multiples occupations, il était toujours pour tous un père attentionné, s'intéressant à leur développement, pas autoritaire, n'imposant jamais sa volonté mais fâché si quelqu'un le laissait ignorer ce qu'il faisait. Il détestait toute pompe, et la discussion fut épique entre lui et MacDonald quand les ministres durent aller prêter serment devant le roi. Il essaya vainement de se dérober, mais MacDonald, devenu très snob, était intraitable. Lansbury dut endosser l'habit et le haut de forme qu'il ne pouvait voir que comme cible pour les boules de neige des enfants.

A. ROSMER.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne

Aussi étrange que cela puisse paraître, une campagne est menée actuellement dans la presse allemande contre les syndicats, au nom de la démocratie. Elle a pris assez d'ampleur pour que Ludwig Rosenberg ait jugé nécessaire de riposter par un article que vient de publier la feuille d'information de la Fédération des syndicats allemands (D.G.B.). « D'autant, écrit-il, que l' « indignation démocratique », nullement fortuite mais au contraire délibérée, que manifestent nos démocrates modèles ne semble pas faiblir en violence. »

Les syndicats mettraient la démocratie en danger ; ils seraient un Etat dans l'Etat. Il convient donc d'abord de rappeler ce qu'ils sont, et Rosenberg le fait en ces termes : « Les syndicats sont les seules organisations qui représentent effectivement les ouvriers, les employés et les fonctionnaires, et dans lesquelles cette portion, numériquement la plus forte et la plus importante de la population se rencontre sans distinction de parti ou de confession. » On ne manque pas de faire état des non-syndiqués, « mais ceux-ci, par rapport au mouvement syndical et du point de vue de leur importance, jouent exactement le même rôle que les non-votants par rapport aux partis politiques. Les partis politiques prétendent, à juste titre, être, d'après leur mandat, les représentants du « peuple » ; les syndicats représentent, au même titre, la « classe des salariés ». Dans les deux cas, celui qui se tient délibérément à l'écart ne saurait servir de critère pour apprécier la légitimité de la représentation de l'ensemble ».

Sur ce qu'on est convenu d'appeler les « tâches traditionnelles » des syndicats, il ne peut y avoir de désaccord, mais « étant donné que les syndicats évoluent en fonction du temps, comme toute autre forme d'organisation, le simple accomplissement de ces tâches traditionnelles a des conséquences qui les font avancer très loin dans le domaine de la

politique en général — mais non dans celui de la politique des partis. Un club de joueurs de boules ou d'échecs peut être apolitique dans l'absolu et dans le sens propre du terme ; un syndicat ne peut pas l'être. Toute revendication de salaire, toute poussée dans le domaine de la politique sociale, ont des répercussions importantes sur l'économie du pays et, partant, sur la politique... Si donc les syndicats invoquent la responsabilité qui leur incombe en conséquence de l'évolution économique et sociale pour revendiquer un droit de cogestion dans l'économie, et de coparticipation dans la fixation de la politique économique, ils ne font que tirer la conclusion naturelle suivant laquelle on ne peut se considérer responsable que des actes auxquels on a au moins participé ».

Cependant les syndicats n'ont nullement l'intention ni le désir d'enlever au gouvernement et au Parlement les responsabilités qui leur sont propres, « ils ne désirent pas davantage la disparition de la démocratie parlementaire et son remplacement par un Etat corporatif ou par une domination de groupes, de même qu'ils ne visent pas à imposer leurs intérêts particuliers sans égard pour les autres éléments de population... La démocratie qui est actuellement « défendue » par tous ceux qui, depuis 1933 ou antérieurement, travaillèrent activement à sa perte, n'est pas menacée par les syndicats. Si les syndicats rappellent leur devoir aux responsables d'une manière nette, faisant même usage d'une certaine pression, s'ils essaient de montrer les dangers d'une politique erronée, ils ne font que remplir une obligation fondée sur leur sens des responsabilités en ce qui concerne la sécurité et le maintien des formes démocratiques tant dans la vie courante que dans la politique gouvernementale ».

Discussion bien intéressante en soi, et en ce qu'elle apporte une nouvelle preuve de la vitalité du mouvement syndical allemand et de la conscience qu'il prend de son rôle et de sa force.

A. R.

Des Ukrainiens évoquent Zimmerwald

Le sentiment national était toujours vif en Ukraine et il était naturel que, dans l'émigration, des groupes, plus ou moins nombreux, et de tendances politiques diverses, se constituent. L'un d'eux, le Parti socialiste démocratique d'Ukraine, publie en Allemagne un organe mensuel, *Vpered*. Dans un récent numéro de cette revue, le leader politique du parti, Babenko, donne un important article sur la « troisième force » — rien de commun naturellement avec la formation politique française de ce nom. « Par « troisième force », écrit-il, nous entendons les classes ouvrières et les peuples opprimés du monde entier », et il cite un passage de la résolution votée au congrès de son parti tenu en juillet 1950 : « La composition, le programme et les buts de la troisième force sont clairs : dans les pays où le stalinisme règne, c'est tout le peuple, à l'exception des magnats staliniens ; dans les autres pays, c'est le peuple moins la couche supérieure du capitalisme. En Russie, la troisième force lutte pour la libération des nations et pour une démocratie sans classes ; dans le monde capitaliste, pour la libération des peuples coloniaux et pour la socialisation des moyens de production. » Ce programme et ces buts ont reçu, en outre, l'appui de l'aile gauche du mouvement clandestin antistalinien.

Mais il y a l'argument de logique formelle : il faut être avec l'un ou avec l'autre et, dit Babenko, s'il n'y avait pas, dans l'histoire du mouvement ouvrier, une expérience de troisième force, on pourrait douter de sa possibilité. C'est ici qu'il évoque la Conférence de Zimmerwald ; ses participants refusaient de s'inféoder à l'un ou l'autre des impérialismes en lutte ; pour quoi ils étaient accusés par les uns de servir le despotisme tsariste, et par les autres de se faire les défenseurs du militarisme prussien.

Dans l'émigration, on a tendance à juger de l'importance des groupements d'après l'effectif des adhérents. Ici encore l'exemple de Zimmerwald est concluant. Le groupe minuscule que formaient les délégués à la Conférence, ce groupe que quatre voitures suffirent pour le mener de Berne à la réunion — comme Trotsky le mentionne plaisamment dans son Autobiographie — était ridiculisé par les dirigeants des grands partis. Mais c'est cette poignée d'hommes qui triompha parce que c'étaient les zimmerwaldiens qui comprenaient le mieux les tendances du développement de la situation créée par la guerre. Il y a, d'autre part, un danger à n'agir que d'après des considérations sentimentales, comme on l'a vu, en Ukraine même, où les populations qui avaient souffert de la domination stalinienne étaient prêtes à accueillir Hitler en libérateur. Et Babenko termine par ces mots : « Nous sommes cette partie de l'émigration ukrainienne qui ne veut pas assumer la responsabilité des crimes et des destructions d'une nouvelle guerre, et nous croyons que le peuple ukrainien appréciera notre position avec sympathie. »

A. R.

Inde

L'énorme et audacieuse expérience que constituaient les élections s'est déroulée comme il était prévu. Plus de la moitié des électeurs et électrices, celles-ci aussi nombreuses que ceux-là, ont usé du droit de vote qui leur était accordé pour la première fois. Sur 495 sièges, le Congress Party en obtient 341, que les résultats non encore connus porteront vraisemblablement à 350. Nehru a été élu aisément dans sa circonscription d'Allahabad, non qu'il manquât d'opposants : il en eut quatre, mais un seul d'entre eux recueillit assez de voix pour ne pas perdre son dépôt. Son parti pourra gouverner seul dans vingt-deux Etats, et dans plusieurs autres, il formera un gouvernement de coalition avec des indépendants, partout assez nombreux, qui ne se sont séparés du parti, le plus souvent, que pour des raisons secondaires, purement locales.

Les staliniens, déguisés ici en « front uni des gauches », ont gagné des sièges, mais ils en ont gagné un peu plus que les amis de Nehru, trop optimistes, ne leur en avaient concédé. Avec leurs alliés de diverses couleurs, ils ont recueilli cinq pour cent de l'ensemble des suffrages, et ils auront 27 représentants au parlement central. Leur succès le plus voyant, celui qui a provoqué une certaine impression, est celui qu'ils ont remporté dans un Etat du Sud, Travancore-Cochin : au parlement local, ils seront 32 sur 108. A la proclamation de l'indépendance, profitant des troubles et des difficultés créés par le fanatisme musulman, qui voulut avoir son propre Etat, le Pakistan, ils s'étaient imposés, par la force, sur plusieurs points du pays ; mais ils ne pouvaient s'y maintenir, et un « tournant » les transforma soudain en démocrates. Et c'est ainsi qu'ils se présentèrent devant les électeurs en une sorte de front populaire, tactique qui, dans tous les pays, leur a si bien permis de duper les gens de gauche. Auprès d'un électorat neuf et sans défense contre leur ruse, il était inévitable qu'elle

réussit, et s'il faut s'étonner de quelque chose c'est qu'elle n'ait pas réussi davantage. Il est particulièrement intéressant de noter qu'ils n'ont pu mordre sur le prolétariat des grandes villes, des centres industriels ; leur plus grand succès tient à des causes particulières qu'il est intéressant de dégager.

Le Congrès s'est formé et développé dans le Nord du pays, et pour le Sud, qui constitue un autre monde, il apparait comme une institution étrangère où on parle une langue qui n'est pas la sienne. L'Etat de Travancore-Cochin est la partie la plus extrême de ce Midi ; il s'étend sur 240 kilomètres au long de la côte occidentale, jusqu'à la pointe du cap Comorin ; au dernier recensement, il comptait un peu plus de quatre millions d'habitants. Il a été, pendant des générations, bien administré ; les illettrés y sont moins nombreux que dans la plupart des autres Etats et, par suite, une couche assez importante de la population est relativement cultivée et c'est sur elle que la propagande stalinienne s'exerça ; elle y trouva des appuis, exactement comme cela se passe dans les pays d'Europe ; et aussi comme en Europe ses autres succès, elle les remporta parmi les populations les plus misérables de l'Etat de Hyderabad.

Coincés entre la popularité de Nehru et la démagogie des staliniens, les socialistes n'ont pas obtenu la représentation correspondant à la force politique qu'ils incarnent : ils ne seront que douze à New Delhi. Dans quatorze circonscriptions de l'Etat de Travancore-Cochin où la lutte fut vive entre les trois partis, le Congrès eut sept sièges et les staliniens trois, mais les socialistes en eurent trois également, avec 82.000 voix contre 72.000 seulement aux staliniens. Et ils ne sont pas disposés à se laisser prendre au piège de l' « unité d'action ». Leur leader, Thanu Pillai, a déclaré que, dans aucune circonstance, il n'accepterait de participer à une coalition avec les staliniens.

A. R.

Indochine

Tout comme Louzon, je suis persuadé que, dans la guerre d'Indochine, c'est le gouvernement français qui a été l'agresseur. Seulement...

Seulement les documents qu'utilise Louzon ne sont probants que pour vous et moi. Il n'est point de gouvernement qui ne soit passé maître dans l'art de solliciter les textes, voire de les falsifier. Nous avons peut-être au Quai d'Orsay une invraisemblable collection d'idiots, du type Hautecloque, mais tous sont néanmoins capables de fabriquer un « Livre », jaune, blanc ou rouge, duquel il ressortira que tous les torts sont du côté Vietminh.

Les pièces officielles nous plongeant dans le mensonge jusqu'au cou, manquerions-nous donc de critères décisifs pour désigner l'agresseur ? Pas du tout. Ils sont même très clairs et très simples, ces critères. Dans le cas qui nous occupe, on va voir qu'ils jouent à plein contre le gouvernement français.

∴

En son traité de sociologie générale, le philosophe belge Eugène Dupréel écrit très justement, au chapitre des conflits :

« Celui qui attaque veut changer quelque chose, celui qui résiste est partisan d'un *statu quo* ».

De plus :

« Dans l'ignorance de toute particularité de l'affaire, on peut conjecturer que c'est l'agresseur qui a le plus confiance dans le succès, sans quoi il ne s'exposerait pas aux dangers de la lutte. »

Les hostilités prolongées comportant des incertitudes, je me permets d'ajouter que l'agresseur compte sur le succès rapide et décisif que lui vaudra sa supériorité en armes non encore possédées par l'adversaire.

Eh bien ! que voyons-nous lors des événements qui conduisirent à la « sale guerre » ?

En 1946, le Vietminh est satisfait des accords qu'il a passés avec le gouvernement français. Après les exactions japonaises et chinoises, il est tout heureux d'avoir obtenu un statut général très supérieur à son statut antérieur de peuple soumis aux servitudes de la colonisation.

Son infériorité d'armement, alors que l'armée française se renforce de semaine en semaine, lui interdit la guerre-éclair qui bouscule l'adversaire et l'empêche de se réorganiser.

Bien différente est la situation des colonialistes : capitalistes de tout acabit ayant à leur service militaires et cléricaux, gendarmerie civile et gendarmerie céleste. Les accords conclus avec le Vietminh ils les assimilent à une honteuse capitulation de la puissance protectrice. Après l'occupation japonaise, les militaires croient avoir perdu tout prestige. Ils brûlent de prendre sur les indigènes la revanche de leurs déboires. La « gloire du sabre » doit briller de nouveau.

Quant à l'issue de la passe d'armes nul n'en doute. Les militaires pensent qu'avec leurs chars et leurs avions ils n'auront aucune peine à s'emparer rapidement des greniers à riz de la péninsule indochinoise. Le Vietminh affamé sera acculé à la capitulation.

En dehors donc de ces particularités du conflit que constituent les affaires de Haïphong, Hanoï et Langson, il est évident que le gouvernement français est l'agresseur car ses colonialistes voulaient la reconquête rapide de l'Indochine.

Une preuve supplémentaire de ce que j'avance nous est fournie par le fait que les calculs de l'état-major faillirent se vérifier : plus d'une fois le Vietminh fut à deux doigts de sa perte.

Le Vietminh fut sauvé grâce à son grand courage : — courage qu'il puisait dans la certitude qu'il avait de se battre pour une juste cause. Mais il le fut aussi par un élément dont les militaires ne tinrent pas compte, à savoir *l'intervalle*, — intervalle de temps et intervalle d'espace — qui séparait leurs desseins de la réalisation.

Intervalle de temps. Il fallait des semaines pour acheminer des renforts.

Intervalle d'espace. Lié à ses bases de ravitaillement, le corps expéditionnaire ne pouvait tenir tout le pays. Dès lors, dans les zones libres, le Vietminh se refaisait tout à loisir et se renforçait plus vite que l'agresseur.

Les militaires avaient tablé sur une guerre brève se caractérisant par quelques coups de massue mettant l'adversaire *groggy*. Elle se serait achevée, tout à loisir, par de délicieuses opérations de « nettoyage » ou encore de « ratissage » menées, avec la douceur que l'on sait, par *mon légionnaire*.

Avec la guérilla généralisée et le refus du combat à armes inégales, les calculs de l'état-major se trouvaient inexacts. Et alors intervint un nouvel élément qui va constituer la seconde partie de mon exposé.

ISSUE DU CONFLIT

Quand une guerre se prolonge, l'antagonisme persistant est égalisateur.

Les forces en présence « prennent les mêmes formes afin de s'insérer mieux les unes sur les autres et de se neutraliser. »

Et M. Dupréel ajoute avec beaucoup de finesse :

« Celui qui se défend imite l'agresseur en appropriant une à une ses ripostes aux attaques... Les procédés qui valent à l'un quelque succès sont adop-

tés par l'autre bien plus sûrement que s'il n'était qu'un observateur impartial. Comme on dit familièrement il a payé pour les connaître, n'en ayant que trop éprouvé la valeur. »

En 1948 :

« L'espoir changea de camp, la mêlée changea d'âme. » Tout en continuant à pratiquer la guérilla qui harasse l'adversaire — dix mille *guérilleros* mettent sur les dents des forces dix fois plus grandes — le Vietminh organisa ses forces régulières à des échelons de plus en plus élevés. Il eut des bazookas qui détruisirent les chars de l'adversaire et neutralisèrent ainsi une de ses armes les plus redoutables. Aujourd'hui sa D.C.A. abat les napalmeurs.

***

Suite à ce qui précède.

Evoquant de nombreuses analogies et ressemblances historiques, les adversaires de la guerre d'Indochine l'ont souvent comparée, dès son début, à la désastreuse expédition du Mexique.

Aussitôt, capitalistes, militaires et cléricaux de ricaner d'un air supérieur et de dire :

« Comparaison n'est pas raison ! Vous manquez d'objectivité. Juarez pouvait tenir indéfiniment parce qu'il était ravitaillé par les Etats-Unis. Or Ho Chi Minh est coupé de la Chine rouge par la Chine de notre ami Tchang Kaï-chek. » Les ricanements ont cessé et pour cause. L'armée de Mao Tsetoung borde la frontière nord de l'Indochine et instruit le Vietminh.

***

Et alors ?

Alors, ma foi oui, comme le dit Louzon, il y a une justice immanente avec un cinquième acte où le crime reçoit son châtiment et où l'on succombe sous des coups plus terribles que ceux que l'on a soi-même portés. L'histoire est jugement de la tête aux pieds ; elle relate tout, mais, contrairement à ce que prétendent les canailles, elle établit la vérité et flétrit la bassesse morale partout où elle la rencontre. Quand 200 divisions russes déferleront sur notre sol, il nous sera fait — mais à quelle échelle ! — ce que nous avons fait en Extrême-Orient. Les napalmeurs seront napalmés à leur tour.

En attendant, le corps expéditionnaire est *englué* et bien englué en Indochine. Il y trouvera peut-être son tombeau car le gouvernement n'a, à rigoureusement parler, personne derrière lui. Il a tué l'esprit public.

A.-V. J.

REMARQUES

L'article de Louzon sur la guerre d'Indochine est fort bon. Mais il faudrait lui ajouter des réflexions aux deux bouts, relatives au commencement qu'eut cette guerre, ainsi qu'à la fin qu'elle aura probablement.

Les premiers coups de feu ont été tirés en novembre 1946, mais la fin virtuelle de l'indépendance indochinoise est antérieure de plusieurs mois. Elle date très nettement, en ma mémoire, de ce jour du printemps 1946 où nous apprîmes le débarquement, au Tonkin, de 20.000 hommes de l'armée française. Il était évident que cette importante force militaire de la puissance coloniale évincée allait chercher à rétablir l'état colonial.

Une question se pose. Pourquoi Staline a-t-il permis cela ? Car Staline, ne l'oublions pas, régnait alors à Hanoï et à Paris, ici et là de façons non pas totales, mais larges.

Les ministres communistes de Paris eurent, de façon évidente, l'ordre de ne pas s'opposer à l'envoi du corps expéditionnaire. Et, à l'autre bout de l'Eurasie, le communiste Ho Chi Minh eut l'ordre, non moins évidemment, de ne pas s'opposer au débarquement dudit corps, corps... « étranger », s'il en fût.

Pour comprendre les choses, il faut réaliser que la position de Staline au Tonkin n'était pas, alors, très forte.

Le Tonkin, dépendance naturelle et historique de la Chine, avait alors pour voisine non pas une Chine communiste, mais la Chine de Tchang Kaï Tchek : *une Chine très antistalinienne*. Les forces de cette Chine antistalinienne avaient d'ailleurs occupé le Tonkin à une date récente. Elles restaient capables d'y retourner.

Entre ce danger et la reviviscence d'un vieil impérialisme colonial, Staline ne devait pas balancer. (N'oublions pas qu'il est l'homme qui a su, devant Varsovie, en 1944, se servir de *l'armée allemande* pour liquider les Polonais férus d'indépendance véritable.)

Il introduisit donc au Tonkin les troupes du très communisant de Gaulle (*« Chère et grande Russie ! », « Notre alliée naturelle ! »*) à titre de protection contre des éléments asiatiques, genre Tchang Kaï Tchek, très sérieusement *vaccinés* en matière de communisme. Entre les com...munisants et les avertis, comment voudriez-vous qu'il eût hésité ?

***

Ma deuxième remarque concerne l'avenir.

Il me paraît très improbable que la guerre prenne fin par une offensive chinoise. Ceci, du moins, dans un avenir proche et en dehors d'un bouleversement de la situation mondiale.

Bien sûr, l'armée chinoise a les moyens d'acculer le corps français à un désastreux Dunkerque — et un Dunkerque sans bateaux ! Elle les a même depuis longtemps, mettons deux ans, ces moyens. Or le fait que, depuis ce temps, Staline *n'a pas* usé desdits moyens doit donner à réfléchir.

...Il faut bien comprendre que Staline n'a plus grand-chose à gagner en Asie. Ayant la Chine, ayant le gros morceau, il est *sûr* d'avoir aussi, quelque jour, les dépendances de la Chine (Birmanie, Siam, Indochine). C'est du tout cuit. Inutile de faire de vrais efforts de ce côté-là. La perspective prochaine de Staline ne peut donc se situer qu'à l'Ouest.

Or si l'armée française est devant Hanoï, elle n'est pas devant Paris.

Et bien que l'armée française ne saurait constituer pour ses innombrables divisions un obstacle considérable, Staline, qui est un pacifique — chacun sait ça — préfère avancer *l'arme à la bretelle*, ainsi qu'il fit en Pologne en 1939.

Souvenons-nous de l'offensive chinoise en Corée, durant l'automne 1950, cette offensive *qui s'est bien gardée de jeter les Américains à la mer*, qui s'est arrêtée devant Fusan, comme par magie.

Il n'est pas difficile de deviner qui est le magicien. L'explication est la même qu'au Tonkin. Si l'armée américaine n'était pas dans le bout de la Corée, elle pourrait être — qui sait ? — sur le Rhin. Il importe donc à Staline non seulement de fixer les divisions américaines en un appendice de l'Asie, mais de fixer loin de l'Europe la sensibilité de la nation américaine. A quoi le génial généralissime a merveilleusement réussi depuis 1950. L'enthousiasme hystériforme pour Mac Arthur l'Asiatique en est bien la preuve.

***

La situation actuelle du monde apparaît donc assez... amusante. Pour une fois, tout le monde est d'accord. L'Amérique se désintéresse de l'Europe. L'Europe se désintéresse d'elle-même. Staline s'intéresse beaucoup à l'Europe.

Si, dans une telle situation, les troupes n'avancent pas, il faut bien conjecturer qu'il y a, du côté atomique russe, quelque chose qui ne va pas aussi bien qu'il faudrait.

J. PERA.

LE DRAME TUNISIEN

TOILE DE FOND

Le gouvernement français s'est toujours moqué des Tunisiens. L'occupation de la Tunisie, d'après le traité du Bardo de mai 1881, devait être provisoire. La France devait s'en aller une fois l'ordre rétabli. Elle y est encore. En 1919, à la fin de la première guerre mondiale, des réformes devaient être faites. Elles ne l'ont jamais été. En 1938, le Front populaire fait de nouvelles promesses. Autant en emporte le vent ! En 1950, ça paraît plus sérieux. Une façon de gouvernement est donnée à la Tunisie. Mais en 1951, on trouve qu'on est allé trop loin dans les promesses de réformes. En 1952, coup de frein. Répression brutale.

Cela s'explique par les intérêts des colons, des compagnies minières et des banques, qui sont considérables dans le pays. De plus, la politique de la grandeur veut que nous gardions les colonies pour avoir l'air de quelqu'un aux yeux de nos alliés.

Quant au prétexte pour réprimer, il est toujours facile d'invoquer le désordre quand on a tout fait pour le provoquer : arrestation des leaders du Néo-Destour, interdiction de tenir un congrès au parti dont deux des membres participent au gouvernement tunisien en accord avec la France.

On ne s'embarrasse pas du qu'en dira-t-on quand on emploie des méthodes aussi éprouvées que celles du Constantinois et de Madagascar. Surtout quand on a l'avantage d'avoir sous la main les massacreurs de la Grande Ile.

Décapiter un mouvement, c'est une technique vieille comme le monde et dont on peut toujours espérer des résultats.

Des pousses nouvelles sortent quand même d'une souche vivace mais elles ne portent pas toujours des fruits immédiats.

Nos Louis XV au petit pied se moquent du déluge de demain, pourvu qu'ils aient la loi (?) aujourd'hui. Or il est facile d'avoir la loi avec des half-tracks, des avions et la légion étrangère, de semer la terreur dans un petit pays armé seulement de quelques revolvers laissés par la déroute allemande ou de quelques cartouches de dynamite des pêcheurs du cap Bon.

Malgré la même traîtrise de l'adversaire, les Asiatiques ont du moins la possibilité de rendre coup pour coup. Ce qui n'est malheureusement pas le cas pour les Tunisiens. La disproportion dans le nombre des morts est significative : 7 Français tués (des militaires) contre 70 Tunisiens, et des blessés innombrables.

Des « ratissages » indignes, auxquels la population tunisienne ne peut répondre que par des commissions d'enquête !

C'est du beau travail !

Et pourtant le peuple tunisien n'a plus d'autre choix que la révolte. Il y a 70 ans qu'il est en tutelle. C'est-à-dire spolié et asservi.

S'il est difficile de comparer sa situation actuelle avec celle de 1881, nous pouvons du moins sans remonter si loin comparer 1951 avec 1938, par exemple. C'est ce que nous nous sommes essayés à faire, grâce à une brochure de l'U.G.T.T. (Union Générale Tunisienne du Travail), la plus importante organisation de Tunisie.

On verra que sans l'indépendance, un peuple ne peut jamais sortir de l'esclavage. Il n'y a pas de progrès possible pour le travailleur sans la liberté.

LA CONDITION OUVRIERE TUNISIENNE

EVOLUTION DES SALAIRES ET DES PRIX DE 1938 A OCTOBRE 1951

Année	Coefficient des prix	Salaire minimum horaire			Coefficient des salaires	
		Taux d'augmentation	Zone 1	Zone 2	1re zone	2e zone
1938	100		2,50		100	
1943	327		5,65		225 %	
1944	450		11,00	8,15	440	326
1945	512					
1946	766	60 %	17,60	13,05	700	522
1947	1.280	37 %	24,10	17,80	964	712
1948	1.977	30 %	31,40	23,15	1.256	926
1949 (Octobre)	2.421	25 %	39,30	31,00	1.572	1.240
1950 (Janvier)	2.425	10 %	42,10	33,60	1.684	1.340
1950 (Décembre)	2.750	17 %	51,00	40,00	2.040	1.600
1951 (Octobre)	3.900	17 %	60,00	46,80	3.468	2.720

On constate, d'après ce tableau, que les salaires sont au coefficient 24 pendant que les prix sont multipliés par 39, c'est-à-dire qu'il faudrait une augmentation de 60 % environ, sur le salaire actuel de la première zone (60 francs), pour obtenir un salaire du même pouvoir d'achat que celui de 1938, ou 97 fr. 50 l'heure.

Or le salaire de 1938 était si bas que le docteur Brunet, directeur de l'Institut Pasteur à Tunis, a dénoncé dans une étude le grave état de sous-ali-

mentation auquel étaient soumis à cette époque les travailleurs tunisiens.

Ce n'est donc pas avec des salaires inférieurs de 15 points à ce qu'ils étaient en 1938 que l'on combattra la sous-alimentation !

Le gouvernement — c'est-à-dire les autorités du protectorat — porte toute la responsabilité du sort misérable fait aux travailleurs tunisiens, parce qu'il dispose seul du droit de réglementer les barèmes des salaires aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public et concédé.

Salaires agricoles

Dans l'agriculture, les salaires sont à peine la *moitié* de ceux du secteur commercial et industriel. Et souvent, pour 200 francs par jour, on exige de l'ouvrier agricole jusqu'à 16 heures de travail, faute de réglementation légale.

Paiement des salaires

Il y a plus qu'un défaut de réglementation ; il y a des règlements qui ne sont pas respectés. C'est souvent le cas des textes garantissant les taux minima des salaires : « Ici on exige un rendement fixé arbitrairement par l'entreprise comme condition du paiement du minimum légal ; là, on réduit le salaire minimum journalier sous prétexte de lutter contre le chômage ; ailleurs, on fait signer des registres de paie aux ouvriers contre remise d'un salaire réduit, sous peine de licenciement. » (1)

Inspection du travail

Et les inspecteurs du travail ? direz-vous.
Il y a, en tout et pour tout, en Tunisie :
5 inspecteurs et 5 contrôleurs du travail,
2 inspecteurs du travail agricole,
3 inspecteurs du travail des mines,
2 inspecteurs des transports.

Ce sont des ingénieurs de l'Etat, c'est-à-dire des hommes chargés de la surveillance des exploitations au double point de vue technique et productif, qui remplissent les fonctions d'inspecteur des mines et des transports. On voit d'ici quelle peut être la garantie des travailleurs placés sous la protection d'individus chargés d'augmenter la productivité.

Conventions collectives

Les conventions collectives en vigueur — et obligatoires — remontent à 1937.

Un décret du 5 novembre 1949 en prévoit bien le renouvellement, mais il prévoit également une commission d'étude que le gouvernement n'a pas encore constituée.

Restrictions à la liberté syndicale

Un décret du 16 novembre 1932 a reconnu à tous les ouvriers le droit syndical mais un autre décret — du 4 décembre 1947 — voudrait en limiter les effets. Ainsi, en 1951, le secrétaire général et un membre de la commission exécutive de l'U.G.T.T., condamnés pour délit de presse à une peine d'emprisonnement avec sursis, ont été invités par le parquet à cesser toute activité syndicale.

Dix militants de la même organisation, dont le secrétaire général adjoint et le président de la Fédération des fonctionnaires tunisiens, ont été traduits devant la justice militaire pour avoir tenu des meetings syndicaux le 1er mai.

Deux délégués syndicaux, de nationalité algérienne, ont été renvoyés en Algérie — laissant leur famille derrière eux — non seulement sans procès, et par conséquent sans jugement, mais sans préavis ni justification d'aucune sorte.

Sous les prétextes les plus divers, mais sans aucune raison, les autorités interdisaient, bien avant les derniers incidents, des réunions syndicales. Des régions entières ne pouvaient être visitées par les militants syndicalistes.

Nous ne parlons pas du Sud-Tunisien où l'administration confiée aux militaires se signale par des abus sans nombre, y compris l'emprisonnement sans jugement.

Le droit de grève

La classe ouvrière tunisienne a conquis le droit de grève de haute lutte. En raison du nombre de chômeurs dont elle dispose comme masse de manœuvre, la colonisation n'a pas beaucoup de mal à recruter les briseurs de grève — et à les faire protéger par une force publique à sa dévotion.

D'où des heurts sanglants, comme en témoignent ces chiffres des cinq dernières années pour les grèves de quelque importance :

Grèves	Grévistes tués	Grévistes blessés	Condamnations	Licenciements	Observations
Sfax : 5 août 1947.	30	150 dont 20 graves	5 condamnations, 25 ans prison, 50 ans interdiction de séjour.	une centaine.	Les condamnations à des amendes pécuniaires se sont montées à plus de dix millions de francs.
Djebel-Djelloud : 3 août 1947	4	4			
Mines : novembre 1949			70 condamnations, 40 ans de prison.	plus de 1.300 licenciés.	
Agricole Souk El Khemis : novembre 1949			80 condamnations, plus de 70 années de prison.	800 licenciements.	
Agricole Potinville : janvier 1950	4	8	20 condamnations, plus de 15 années de prison.		
Agricole Enfidaville : nov. 1950....	5	12	25 condamnations, plus de 10 années de prison.	120 licenciements.	une quarantaine de détentions préventives pour plus de 3 mois.

(1) *Problèmes sociaux en Tunisie*. Une brochure de l'U.G.T.T.

Mais toutes les grèves partielles, quelles qu'elles soient, s'accompagnent toujours de répression brutale. « Les prisons sont continuellement peuplées de syndicalistes et d'ouvriers condamnés à l'occasion d'une grève ou d'une participation à une réunion syndicale. »

L'état de siège, qui remonte à 1938, est d'ailleurs toujours en vigueur.

Sécurité sociale

Il n'y a pas de sécurité sociale en Tunisie.

Il existe seulement — pour les fonctionnaires et agents de l'Etat — un « régime de prévoyance » dont la caisse est alimentée par une cotisation obligatoire, au plafond de 300 francs par mois, retenue sur les traitements ; mais le montant des frais remboursés est dérisoire, excepté pour les dépenses pharmaceutiques, payées dans leur presque totalité. Par contre, les opérations chirurgicales ne le sont que pour le quart. Quant aux longues maladies, leur remboursement partiel, suivant des barèmes compliqués, ne commence qu'à partir du septième mois et avec des ennuis bureaucratiques décourageants. Il est prévu le versement d'un an de traitement plein en cas de décès du conjoint.

Mais même de cette caricature de prévoyance, les travailleurs du secteur privé, les ouvriers de l'Etat, des services publics et concédés sont totalement exclus.

Rien non plus pour les vieux travailleurs, ni retraite ni allocation d'aucune sorte.

Allocations familiales

Il n'existe qu'une allocation unique de 15 % du salaire par enfant.

Aucune prime : ni de grossesse ni de naissance. Pas de salaire unique, pas de femme au foyer. Rien pour les ouvriers agricoles.

La Caisse est patronale et ne comporte pas de représentant des allocataires. Le seul organisme qui prévoit une représentation ouvrière — la Caisse de surcompensation instituée par le décret du 10 avril 1947 — n'a pas encore vu le jour. Or les patrons ne doivent pourtant pas manger d'argent, si l'on en juge par l'immeuble de la Caisse Interprofessionnelle de Compensation des Allocations Familiales de Tunisie (C.I.C.A.F.T.U.) qui aurait coûté la bagatelle de 120 millions !

En plus de cette caisse interprofessionnelle, il en existe une pour les Travaux publics et le Bâtiment, et une autre pour les Mines.

Accidents du travail

L'absence ou l'insuffisance de textes en matière d'accidents du travail font que les complications qui en résultent sont généralement insurmontables pour l'ouvrier. La confusion est telle que les commissions arbitrales sont débordées par les plaintes sur les feuilles de paie, le repos hebdomadaire, les congés payés.

Chômage

Bien qu'il n'existe pas de statistique officielle, on peut dire avec l'U.G.T.T. que le nombre des chômeurs tunisiens s'élevait à fin 1951 à 500.000. Pour une population d'un peu plus de 3 millions d'âmes.

Il existe bien un bureau de la main-d'œuvre, mais pas d'orientation professionnelle, pas d'apprentissage obligatoire ; la main-d'œuvre spécialisée est étrangère. Il n'y a pas de chômeurs parmi les 80.000 travailleurs non tunisiens, sur une population européenne de 300.000 âmes.

500.000 chômeurs (sans compter les femmes) — contre 100.000 travailleurs employés d'une façon plus ou moins stable dans l'industrie privée et les services publics et 100.000 travailleurs de la terre — dont un nombre infime est récupéré sur des chantiers de travaux publics à... 200 francs par jour. Les autres — pas tous — réduits à un secours d'un kilo de grain par personne et par jour affluent vers les villes. Et ce n'est que lorsque des manifestations se produisent que le gouvernement commence à s'inquiéter. Alors interviennent les brutalités policières, les emprisonnements, les refoulements en masse de gens qui ballottés de région en région, traînant partout leur misère, ne peuvent vivre que de la charité publique.

Pendant que le budget du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale n'est que de 4 *millions* alors que celui de la Direction des services de sécurité s'élève à près de 2 *milliards !*

Habitat et santé publique

Le problème du chômage a une incidence directe sur l'habitat et la santé publique. Des crises agricoles successives ont amené les sans-travail dans les centres urbains. Et comme beaucoup d'habitations ont été détruites par la guerre, il s'ensuit un fourmillement de population vivant dans des conditions invraisemblables d'hygiène : « bidonvilles », taudis exigus et humides manquant d'air et de lumière. Autant de conditions pour la propagation de la maladie dans un milieu marqué par les stigmates de la misère physiologique, particulièrement l'enfance.

Misère économique et sociale. Misère morale.

Pour essayer de remédier à cette situation, l'U.G.T.T. a demandé l'augmentation des crédits alloués pour la construction d'H.B.M., par le déblocage des capitaux amassés dans des caisses d'épargne des P.T.T. Mais ces capitaux ne seront pas faciles à débloquer car ils relèvent de l'autorité de l'Etat *français* en vertu d'une convention franco-tunisienne de 1888. Ici on ne peut plus dire que seules les autorités du protectorat se foutent des Tunisiens ; la responsabilité de l'Etat français est là directement engagée.

L'instruction

« Les intellectuels tunisiens nous font assez de mal. Nous avons eu tort de leur permettre l'accès de nos lycées et de nos facultés. Voyez le résultat ! »

Tels sont les propos constamment tenus par les Français au sujet des chefs destouriens.

Or dans le domaine de l'instruction, comme pour les autres, laissons parler les chiffres. Chiffres officiels tirés du Service tunisien des Statistiques et des fichiers de la Direction de l'Instruction publique (fin 1949).

	Population totale	Population scolarisée à tous les degrés (1)	Pourcentages
Français	**144.000**	**35.000**	**24 %**
Tous Européens	239.000	45.000	19 %
Tunisiens Juifs	71.000	14.000	19,5 %
Tunisiens musulmans	**2.833.000**	**116.000**	**4 %**

Ainsi, en Tunisie, 4 musulmans seulement sur 100 (1 sur 25), dans tous les degrés et tous les ordres d'enseignement, vont à l'école, pour 1 Français sur 4.

C'est-à-dire que dans une famille française de 4

(1) Tous les degrés et tous les ordres de l'enseignement : d'Etat, privé et traditionnel de la Grande Mosquée.

personnes en moyenne — tous les enfants sont scolarisés. Alors que beaucoup de familles musulmanes — où le nombre des enfants est plus élevé — ne comptent que des analphabètes.

Voici un autre tableau aussi significatif :

	Enfants scolarisables	Enfants scolarisés au primaire (1)	Pourcentages
Tous éléments de la population	857.000	143.000	16,5 %
Français	27.500	26.000	94 %
Tunisiens musulmans	775.000	95.500	12 %

94 % des enfants français scolarisés, autant dire la totalité ; alors que 12 % seulement des enfants musulmans scolarisables fréquentent l'école primaire. Soit 8 écoliers français pour 1 musulman. En Tunisie !

A noter que sur 95.500 enfants musulmans scolarisés, il y en a 22.000 dans des écoles coraniques modernes qui sont des écoles privées construites et entretenues par le peuple tunisien, c'est-à-dire qu'il fournit seul 20 % des efforts de scolarisation.

(1) Enseignement d'Etat ou privé. L'enseignement traditionnel de la Grande Mosquée n'est pas compris dans ces chiffres.

Mais l'état de misère dans lequel vivent les Tunisiens ne leur permet pas de faire davantage. Aussi il n'y a guère d'espoir de voir ce pays sortir de l'analphabétisme sans une révolution profonde dans son organisation politique ou dans sa vie économique.

L'accroissement de la scolarisation depuis la fin de la dernière guerre (période 1946-1949) accuse une moyenne de 6.000 écoliers de plus par an. Or comme sur 857.000 enfants (5 à 14 ans), il y en a plus de 700.000 qui sont privés d'instruction primaire, il faudra plus de cent ans, à ce rythme, pour résorber la masse des non-scolarisés primaires à la condition que le chiffre de 857.000 reste constant. Mais en fait la population augmentant de 2 % par an, la masse à scolariser est de 17.500 unités en plus chaque année ; avec la cadence de 6.000 seulement de scolarisés de plus par an, ça revient à faire un pas en avant pour trois en arrière.

Et cette gymnastique, qui se fait uniquement aux dépens des musulmans, on ne peut pas dire qu'elle soit due au hasard ; elle est voulue. Le système est bien étudié et mis au point.

Voyons la principale de ses faces :

Années	Budget général (Titres I et II) (en millions)	Budget Instruction Publique (Titre II) (en millions)	Pourcentage %	Budget Economique Travaux publics Reconstruction et logement (Titre II) (en millions)	Pourcentage %
1946............	11.182	377	3,3	3.681	32,8
1947............	13.216	441	3,3	4.611	34,8
1948............	20.812	607	2,9	6.719	32,2
1949-50..........	29.262	854	2,9	9.520	32,5
1950-51..........	36.043	1.229	3,4	10.158	28
1951-52..........	43.140	1.100	2,5	11.658	27
Total	153.655	4.608	2,9	46.347	30

Ainsi, dans un pays qui compte actuellement près de 800.000 enfants scolarisables, 3 % seulement du budget général sont consacrés à l'instruction publique, contre 30 % à l'équipement industriel et économique.

Il parait normal que l'équipement économique, dans un pays qui connait la misère physiologique, passe avant l'édification d'écoles nouvelles.

Malheureusement, on peut voir : par les salaires dérisoires payés ; par l'inconsistance des lois sociales, dans tous les secteurs : industriel, commercial et, surtout, agricole ; par l'abandon au triste sort de la charité publique de milliers de chômeurs, que les réalisations économiques ne sont pas faites pour les travailleurs tunisiens.

Seuls les propriétaires des mines, des chemins de fer, les grosses exploitations industrielles et agricoles en formation profitent de la plus-value résultant des travaux publics et autres dépenses d'« équipement » faites aux frais de tous mais ne bénéficiant qu'à quelques-uns.

Voici en millions de francs les résultats de trois sociétés de banques :

	1948	1949	1950
Crédit Foncier	50	70	90
Compagnie Algérienne	59	75	99
B.N.C.I. (Afrique)	54	71	89
	163	216	278

Malgré l'inflation, on conviendra qu'une augmentation de 70 %, ça représente une augmentation de bénéfices respectable !

Voyons maintenant — toujours en millions de francs — les résultats de quatre sociétés minières, maîtresses du sous-sol tunisien :

	1948	1949	1950
Penarroya	172	274	477
Sfax - Gafsa	29	210	247
Djerissa	248	265	238
Société des Phosphates tunisiens (Kalaâ-Djerda)	52	84	92
	501	833	1.054

C'est-à-dire une augmentation des bénéfices de 110 %. Et maintenant, voici la courbe des salaires des ouvriers qui par leur travail ont permis une pareille augmentation des bénéfices :

39 fr. 30 l'heure fin 48
51 francs l'heure fin 50.

C'est-à-dire une augmentation des salaires de seulement 30 %.

Voilà la véritable toile de fond du drame tunisien. Toute autre est imposture.

Ils disent — ces chiffres — tout le mépris du colonisateur pour le colonisé. Et notre honte, à tous.

J.-P. FINIDORI.

Les barbares à l'œuvre dans le cap Bon

(28 JANVIER-2 FEVRIER 1952)

Récit de Carter L. Davidson

CORRESPONDANT DE L'ASSOCIATED PRESS

Tazerka, 1er février (A. P.). — Le petit village de Tazerka offre aujourd'hui, dans le sillage des parachutistes de la Légion, qui recherchent les nationalistes tunisiens armés, un triste spectacle de boutiques pillées et de maisons saccagées.

Les légionnaires sont passés par Tazerka mardi et mercredi, dans le cadre de l'opération de nettoyage entreprise par les forces de sécurité française contre les nationalistes sur le cap Bon.

Amor Nachi, cheikh de Tazerka, a déclaré qu'un villageois avait été tué, en essayant de s'enfuir, par un mitrailleur du troisième bataillon de parachutistes de la Légion étrangère, qui, a dit le cheikh, « l'a abattu d'une rafale ».

— Le mitrailleur, a ajouté le cheikh, tirait un peu à tort et à travers, et a blessé accidentellement son propre officier à la poitrine et au bas-ventre.

Les autorités militaires françaises ont confirmé qu'un Tunisien avait été tué et un officier blessé mardi à Tazerka.

Le 3e bataillon de parachutistes de la Légion étrangère était hier à Kelibia, agglomération située plus haut sur la côte est du cap Bon.

Les officiers du bataillon ont confirmé que c'était lui qui avait fouillé Tazerka.

Le 3e bataillon, ont déclaré ses officiers, comprend 80 % d'Allemands — dont beaucoup ont combattu dans les déserts nord-africains, sous le commandement de Rommel. Ce sont des soldats bien entraînés, bien équipés d'armes automatiques, de grenades et de poignards de parachutistes.

CHAQUE MAISON PILLEE

D'après le cheikh Amor Nachi, chaque maison du village a été fouillée et pillée.

Des traces, encore visibles, lorsque les journalistes ont visité le village, aujourd'hui confirmaient ses dires. Dans les boutiques, les étagères étaient vides, et dans chaque maison du linge déchiré, des jarres brisées contenant de l'orge, des haricots, des piments et d'autres denrées étaient répandues à terre.

Trois maisons au moins, appartenant à des membres notoires du Néo-Destour, ont été dynamitées.

Wahid Messadi, homme de 31 ans, d'une certaine instruction, chef du Néo-Destour pour la région de Tazerka, était l'une des personnes visées par les perquisitions.

Les villageois ont déclaré que sa demeure avait été signalée par un « indicateur » du pays et que les parachutistes y ont pénétré en faisant sauter les portes à la dynamite, avant de saccager les pièces.

Wahid a réussi à s'enfuir dans les collines voisines et n'a pas reparu depuis. Ses deux frères, Hamed et Mimoun, et son vieux père, Haj Abdul Ahmoun Messadi, ont guidé aujourd'hui un correspondant et un photographe de l'Associated Press sur les ruines de la maison qu'ils occupaient.

Dans la rue, au sol fait d'un mélange de boue et de crottin d'âne, on entend partout la même histoire. Des hommes se lamentent et pleurent à grand bruit en décrivant comment « ils ont pillé nos maisons ».

Une trentaine d'habitants ont été arrêtés et emprisonnés au cours des deux jours de l'opération. Mais la plupart des chefs locaux du Néo-Destour se sont enfuis. L'un d'eux, Mahmoud ben Brinis, a eu de la chance : les parachutistes se sont trompés de maison et ont fait sauter la façade de celle de son frère, Salah, voisine de la sienne. Il a pu gagner les collines.

UNE JEUNE FILLE DE 17 ANS...

Salouah Bent Derouiche, une jeune fille de dix-sept ans, fille de l'épicier du village, est l'héroïne de Tazerka.

Son père a déclaré que des soldats avaient essayé de la violenter et qu'en luttant avec un d'entre eux, elle avait eu le bras traversé par une baïonnette.

Une femme a déclaré de son côté qu'en essayant d'empêcher les soldats d'entrer chez elle, l'un d'eux lui avait brisé la cheville droite. Elle gît aujourd'hui, gémissante, sur un matelas sale installé dans sa maison saccagée.

Les gémissements sont plus forts à la maison des Belhadj, une des plus riches du village.

Dans cette maison, les officiers de sécurité français ont arrêté Sadek ben Ahmed Belhadj, membre notoire du Néo-Destour, et ses deux fils, laissant les femmes et une demi-douzaine d'enfants, âgés de moins de huit ans.

Le 3e bataillon de parachutistes de la Légion a arrêté hier plus de 500 personnes à Kelibia, où les nationalistes tunisiens avaient attaqué le 24 janvier un commissariat de police et le siège administratif de la région.

La plupart des personnes arrêtées ont été relâchées après interrogatoire, mais une quinzaine ont été incarcérées.

La police a fouillé les maisons après avoir rassemblé les hommes pour les interroger. Elle a découvert un certain nombre d'armes, pour la plupart des fusils allemands et italiens, abandonnés lors de la débâcle de 1943, et ultérieurement transformés par les Arabes en sciant la crosse et le canon en armes rudimentaires plus portatives.

La police a également découvert une douzaine de pistolets automatiques et un stock de poignards.

Les opérations de nettoyage entreprises vendredi dernier, jour où la loi martiale fut proclamée dans toute la région du cap Bon, commençaient à ralentir hier, et d'importants effectifs ont déjà quitté le secteur. Des colonnes de chars, de half-tracks et de camions chargés de fantassins ont emprunté les routes se dirigeant vers l'ouest.



Ce qui reste d'une maison après l'opération de « ratissage » à Beni-Khiar.





Ci-dessus :

L'ancien combattant Mahmoud Azzouz entouré de ses jeunes enfants devant le spectacle de leur maison saccagée.

Ci-contre :

Une rue à l'entrée de Tazerka.

Extraits d'un rapport de l'U.G.T.T.

(UNION GENERALE TUNISIENNE DU TRAVAIL)

Il s'agit de crimes prémédités, d'expéditions punitives minutieusement organisées et effectuées avec une sauvagerie implacable. Ces qualificatifs se sont imposés à tous les témoins oculaires qui se sont rendus sur les lieux après le départ des troupes (envoyées depuis vers le Sahel pour des opérations semblables). Ces témoins (envoyé officiel du Premier Ministre tunisien, mission de médecins tunisiens, envoyé de l'organisation syndicale : Union Générale Tunisienne du Travail, affiliée à la C.I.S.L.) ont constaté que partout les mêmes opérations avaient été effectuées selon le même plan.

Les « visites » des détachements de soldats et de blindés comportaient les phases suivantes :

1) Siège du village et son isolement total ;

2) Rassemblement forcé de tous les hommes jeunes et vieux, gardés par la troupe pendant que se déroulent les fouilles des maisons ;

3) Fouilles avec destruction des maisons et des magasins à la dynamite, ou défoncement par tank ;

4) Destruction des provisions de vivres familiales (céréales, huile, etc.) et des marchandises des magasins ;

5) Vols d'argent, de bijoux et objets de valeur ;

6) Incendie des meubles, des effets et même de bibliothèque ;

7) Viols de femmes et de jeunes filles, notamment à Tazerka et Beni-Khiar ;

8) Assassinats et exécutions sommaires d'hommes et de bébés.

Chaque phase s'accomplit selon un rythme meurtrier.

Le siège du village s'accompagne de rafales de mitraillettes pour provoquer la terreur et installer dans les lieux un climat de pays conquis.

Le rassemblement des hommes se fait sous la menace des armes.

La destruction des maisons s'opère sans avertissement.

La destruction des meubles et l'incendie des effets se fait après le vol de l'argent et des bijoux et objets de valeur.

Les assassinats revêtirent des formes différentes :

Un chien policier lancé à Maâmoura saute au cou de Mohammed ben Hadj Amor Makhlouf qui est fusillé sur-le-champ.

A l'entrée de Beni-Khiar les barbares aperçoivent le nommé Mohammed men Ahmed Djannadi debout urinant dans un coin ; ils le tuent.

Tandis qu'on exécute sommairement.

Au total on note :

TAZERKA. — 7 tués, 9 viols, 10 maisons détruites, toutes les maisons pillées, tous les magasins saccagés.

KELIBIA. — 10 tués, 3 maisons détruites, la plupart des maisons et magasins pillés.

BENI-KHIAR. — 3 tués, 11 maisons détruites, 1 lieu saint démoli, toutes les maisons et magasins pillés et saccagés.

MAAMOURA. — 1 tué, 7 maisons détruites, plusieurs maisons et magasins pillés, 1 lieu saint détruit.

Des centaines d'arrestations, des millions volés, des attentats de toutes sortes, des destructions et pillages, des blessés en nombre : tel est, en résumé, cet affreux bilan.

On comprend maintenant, car ces faits peuvent être vérifiés, le cynisme criminel des communiqués de la Résidence générale de France à Tunis qui, au moment où se déroulaient ces atrocités, lançait un appel au calme et informait Son Altesse le Bey des dispositions du gouvernement de la République française à reprendre le dialogue avec les Tunisiens, ce même gouvernement dont le ministre de la Défense nationale lâchait sur les populations laborieuses tunisiennes les troupes de la terreur et de la barbarie la plus caractérisée. On saisit la perfidie et le mensonge du communiqué officiel annonçant qu'on avait dû faire sauter trois maisons pour faciliter les fouilles alors que dans tout le cap Bon plus de quarante maisons avaient été dynamitées et plusieurs dizaines pillées.

Toutes ces opérations étaient destinées, prétend-on, à enlever aux habitants de la région les armes qu'ils cachaient. Une certaine presse a crié à la découverte d'un « arsenal de guerre ». On aurait découvert selon un communiqué officiel de la Résidence : 35 fusils de guerre, 23 fusils de chasse, 15 carabines, 1 mortier de 81, 2 mitrailleuses, 9 pistolets mitrailleurs, 12 pistolets revolvers, 20 mines, 100 kilos de poudre.

Mais qui peut vérifier l'exactitude de ces chiffres quand le même communiqué annonce seulement trois maisons détruites ? Quand on omet de dire que les armes de chasse étaient régulièrement détenues en vertu de permis réguliers et quand on oublie aussi de signaler que la plupart des armes de guerre avaient été abandonnées par les troupes de l'Axe et étaient hors d'usage ? Comment ne pas conclure à la préméditation ?

Signalons deux faits qui dépeignent le caractère de ces opérations :

— A Tazerka, toute une nuit les hommes sous la menace des armes furent parqués dans quelques maisons isolées pendant que les femmes restaient seules dans leurs maisons. Toute la nuit, les hommes entendirent les hurlements de leurs femmes qu'on forçait et qu'on violentait.

— A Beni-Khiar, un ancien combattant Mahmoud ben Mohammed Azzouz est torturé chez lui. Sous la menace des armes, cet homme qui avait combattu aux côtés de ses bourreaux, a dû creuser sa tombe pour y être enterré vivant ; quand on sut que c'était un ancien combattant, il fut déterré pour être torturé et voir tous ses biens détruits ou incendiés et sa fortune volée ; il reste avec ses 10 enfants dont six âgés de 3 à 13 ans dans la détresse où l'ont jeté ceux qu'il avait défendus à la guerre.

Enfin partout on a opéré des arrestations massives ; plus de 2.000 personnes se trouvent internées au camp de concentration de Servières, à Fondouk-Djedid.

DANS LE SAHEL

Depuis le 5 février il a été annoncé que des opérations semblables à celles du cap Bon commençaient dans le Sahel sous le prétexte de rechercher des armes. Que se passe-t-il depuis dans cette nouvelle région ? On ne pourra le savoir qu'une fois les « opérations » terminées. On frémit à la pensée qu'on pourrait constater dans le Sahel les traces et les effets des mêmes atrocités qu'au cap Bon. Pour le moment un rideau de silence isole le Sahel du reste du pays et du monde.

CONCLUSION

Les opérations de « ratissage » déferlent sur la Tunisie. Elles ont déjà laissé au cap Bon une région atterrée, ruinée et pour longtemps malheureuse : des enfants grandiront dans des visions de ruines et d'horreurs ; d'autres promus à l'orphelinat rouleront dans la misère ; les jeunes filles violées n'oublieront jamais leur humiliation ; les lieux saints, les maisons et les magasins en ruines témoigneront du passage des hordes parachutées par le ministère de la Défense nationale de la République française.

Le peuple tunisien revendiquait essentiellement le respect de sa dignité et de sa souveraineté, le droit de retrouver dans le cadre de l'autonomie interne, un gouvernement national tunisien et de doter le pays d'institutions représentatives démocratiques garantissant le progrès social de la Tunisie. Les représentants de la France, pour étouffer ces aspirations, lui ont répondu par la répression et les opérations de « ratissage » que l'on vient de décrire.

En sa conscience, chaque homme, de quelque nationalité et de quelque race qu'il soit, JUGERA.

Front d'Unité et d'Action Nord-Africain

Les représentants des partis nationaux nord-africains :

LE NEO-DESTOUR,
LE DESTOUR,
LE MOUVEMENT POUR LE TRIOMPHE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES,
L'UNION DEMOCRATIQUE DU MANIFESTE ALGERIEN,
LE PARTI DE L'ISTIQLAL,
LE PARTI DEMOCRATE DE L'INDEPENDANCE,
LE PARTI DE L'UNITE DE L'INDEPENDANCE (zone espagnole),
LE PARTI REFORMISTE DE L'INDEPENDANCE (zone espagnole),

se sont réunis à Paris pour étudier la situation en Tunisie, en Algérie et au Maroc, à la lumière des événements intérieurs et extérieurs.

Ils ont constaté une aggravation de la situation en Afrique du Nord, un renforcement du régime colonial, une extension et une généralisation des méthodes de répression.

Ils ont affirmé l'identité de leurs objectifs nationaux.

Pour faire face à la nouvelle conjoncture en Afrique du Nord et à la coalition des forces coloniales, les partis nationaux nord-africains ont décidé de coordonner leurs activités et de créer un « FRONT D'UNITE ET D'ACTION NORD-AFRICAIN ».

Paris, le 2 février 1952.

L'AUTONOMIE INTERNE ne signifie nullement le départ de la France

L' « impasse » politique actuelle est la conséquence de la note française du 15 décembre (1951) qui a affirmé :

1° Le caractère définitif du lien qui unit la France à la Tunisie, alors que le peuple tunisien est décidé à briser ce lien qui l'étouffe et l'humilie et à lui substituer un lien librement consenti qui respecte sa souveraineté et sauvegarde les intérêts de la France ;

2° La nécessité de la participation des Français de Tunisie aux institutions politiques de la Régence, ce qui aboutit à reconnaitre à une colonie étrangère un droit de cosouveraineté sur le pays, alors que l'autonomie interne promise par la France suppose la restitution aux autorités tunisiennes légales des prérogatives accaparées jusqu'ici par le résident général et les autorités du protectorat.

Il faut que le gouvernement français accepte l'idée que les traités imposés par la force au siècle dernier sont largement dépassés et ne sont plus en rapport avec le degré d'évolution du peuple tunisien ni avec l'évolution du monde.

Il devient urgent d'asseoir la coopération franco-tunisienne sur des bases nouvelles acceptables par le peuple tunisien. A cette condition, le dialogue peut reprendre et reprendra effectivement pour fixer la date et le contenu des étapes qui conduiront à l'autonomie interne puis à une indépendance assortie de traités d'amitié et d'alliance qui sauvegardent les intérêts légitimes des deux parties.

Le dialogue une fois repris, sur les conditions politiques ci-dessus, la commission qui doit le poursuivre ne peut être composée que des ministres des deux gouvernements assistés d'experts dont le rôle est d'éclairer les délégués sur les questions techniques.

LA PLAINTE AUX ETATS-UNIS

L'échec des négociations franco-tunisiennes et la note du 15 décembre ont révélé que le gouvernement français n'est plus en mesure de jouer le rôle d'arbitre entre le peuple tunisien et le clan des colonialistes français. La présence d'un tiers arbitre était donc nécessaire pour permettre la reprise du dialogue avec quelque chance de succès. Ce tiers arbitre ne peut être qu'un médiateur ou une commission de bons offices désigné par le Conseil de sécurité avec mission d'orienter les négociations dans le sens des principes de la Charte de l'Organisation des Nations Unies acceptés par tous les peuples de la terre, y compris la France comme seuls susceptibles d'assurer la paix dans la coopération internationale.

D'où il s'ensuit que si la France accepte le dialogue sur la base de ces principes, la présence de l'arbitre ne sera plus nécessaire.

...L'autonomie interne ne signifie nullement le départ de la France. Nous avons encore besoin de la France pour des décades et des décades...

...Aucune relation de cause à effet entre les événements d'Egypte et ceux de Tunisie.

Si les négociations avaient réussi, aucune agitation n'aurait éclaté en Tunisie.

...Si par malheur le gouvernement français persiste dans la position qu'il a prise dans la note du 15 décembre et ne profite pas de l'accalmie actuelle pour regarder la réalité en face et prendre les décisions courageuses qui s'imposent, il est à prévoir que l'agitation reprendra en Tunisie, alors que l'Egypte aura retrouvé son calme.

Habib BOURGUIBA.

« Tunis Soir », 12-2-1952

Notes d'Economie et de Politique

Réflexions déplaisantes

LE SABOTAGE DE L'EUROPE : L'ARMEE EUROPEENNE

On a abandonné l'idée funambulesque issue du cerveau de M. Moch, digne d'un échappé de Charenton (1), de faire l'armée de l'Europe avec des régiments composés d'un bataillon allemand, d'un bataillon italien et d'un bataillon français ! Mais on en a adopté une qui ne vaut pas beaucoup mieux, celle d'une « armée européenne » composée de corps d'armée formés chacun d'une division allemande, d'une division italienne et d'une division française.

Idée qui ne vaut pas beaucoup mieux car il n'est aucun soldat qui ne sache combien la liaison est toujours difficile entre unités différentes, et que ces difficultés sont centuplées lorsqu'il s'agit d'unités de nationalités différentes. Difficultés qui proviennent, non seulement de la différence de langue, bien qu'à elles seules, celles-ci soient très graves, mais aussi de ce que, qu'on le veuille on non, les tempéraments du Français, de l'Anglais, de l'Allemand, etc., sont différents et qu'en conséquence leur manière de combattre est différente ; leurs réactions à l'égard d'une situation donnée sont souvent diamétralement opposées, ce qui rend toute liaison réelle, au combat, à peu près complètement impossible. Il suffit de s'être trouvé au contact d'une unité anglaise, pendant seulement vingt-quatre heures, au cours d'une bataille, comme cela est arrivé à l'auteur de ces lignes, pour avoir pu s'en rendre parfaitement compte.

Si l'on veut avoir une armée, une armée vraiment efficace, il faut donc réduire au minimum les points de contact entre unités de nationalités différentes. Avec une armée allemande, une armée italienne et une armée française mises côte à côte, on peut réduire ces points de contact, ces « points faibles », à deux ; avec une armée « européenne » de 36 divisions, répartie en 12 corps d'armée « européens », on aura, au contraire, 24 points faibles au minimum. Folie !

Et je ne parle pas, n'ayant jamais été dans les états-majors, des difficultés qu'il y aura à faire fonctionner des états-majors de corps d'armée composés d'officiers de trois nationalités différentes ! Mais il n'est point besoin d'être grand clerc pour les deviner. Ce sera une belle pagaïe !

Folie donc, en toutes circonstances, mais folie tout particulièrement dans le cas présent. Il ne faut pas cesser, en effet, d'avoir à l'esprit que les troupes françaises seront composées, pour un tiers au moins, de staliniens, et les troupes italiennes pour près de la moitié. C'est-à-dire d'hommes qui passeront à l'ennemi à la première occasion. Alors, que voulez-vous que fasse la division allemande lorsqu'elle verra les deux autres divisions avec lesquelles elle fait corps passer à l'ennemi, ou, pour le moins, être complètement désorganisées par un passage massif de leurs effectifs à l'ennemi ? Elle n'aura plus qu'à faire pareil !

Par le mélange de ses divisions aux divisions françaises et italiennes, l'armée allemande se verra ainsi complètement annulée, alors que si elle était restée groupée, cela n'aurait point empêché les débandades françaises et italiennes, mais elle serait demeurée, elle du moins, en mesure de combattre. Autant ne pas armer les Allemands, si c'est pour les vouer d'avance à la déroute. C'est de l'argent jeté par les fenêtres, tout autant que celui employé à la construction de la ligne Maginot !

La seule barrière qui peut être efficace pour arrêter la ruée russe est celle qui serait formée d'une forte armée américaine, d'une forte armée anglaise et d'une puissante armée allemande, auxquelles s'ajouteraient des contingents soigneusement **choisis** de Français et d'Italiens. Tout le reste ne tient... que sur le papier.

Quant à prétendre qu'une armée vouée à la défaite contribuera à faire l'Europe parce qu'on l'aura baptisée « européenne », ce n'est évidemment qu'une grossière naïveté. On fera l'Europe en créant des institutions européennes qui soient **viables**, qui soient techniquement viables. Elles ne manquent pas ! Une union douanière européenne, une monnaie européenne, un Parlement européen légiférant en matière d'affaires étrangères et de défense, et contrôlant des ministres uniques chargés de ces départements pour l'ensemble de l'Europe, sont des œuvres difficiles à réaliser mais elles sont **possibles**, elles sont faisables, elles ne sont point absurdes. Tandis que l'armée européenne qu'on prétend nous fabriquer est, dans son principe même, une absurdité puisque sa constitution lui rend impossible de remplir sa fonction, qui est de combattre.

Il y a deux manières de ne point faire l'Europe. L'une consiste à demeurer isolé. Comme l'Angleterre. C'est la moins grave. L'autre, celle des Pleven, des Schuman, et de nos « socialistes », est cent fois plus dangereuse : elle consiste à créer des organismes dits « européens » qui soient incapables de fonctionner ; ce qui, en tous pays, s'appelle du sabotage.

DANS UN CIEL SANS NUAGES...

« L'atmosphère est moins tendue que l'an dernier », entend-on dire à peu près de tous côtés. Et, de fait, voici plus de dix-huit mois que la Russie ne s'est livrée à aucune nouvelle agression ; bien plus, des pourparlers d'armistice ont été entamés en Corée, et, bien qu'ils ne progressent que fort lentement, ils ne s'en poursuivent pas moins sans que des opérations militaires de grande envergure viennent les troubler ; et voilà même aussi des semaines que les Russes n'ont pas fait de nouvelles tentatives pour bloquer Berlin, au moins partiellement ! Cependant que Vichinski a accepté de participer à une nouvelle commission de désarmement (il est vrai que de toutes ces commissions et de toutes ces conférences, chacun maintenant, sauf nos inénarrables « socialistes », sait ce qu'en vaut l'aune).

Eh bien ! dussé-je être considéré une fois de plus comme un incorrigible pessimiste — ce que d'ailleurs je ne suis nullement — j'avoue que ce calme, loin de me rassurer, m'effraie. Et en voici la raison :

Nous sommes au siècle de la vitesse. On peut maintenant se déplacer, et par là, agir, beaucoup plus rapidement qu'il y a un siècle. On peut donc, en matière militaire, user beaucoup plus qu'auparavant de l'effet de surprise. Autrefois il fallait des semaines pour rassembler les soldats, compléter leur équipement, assurer leur approvisionnement, etc.

---

(1) Voir « R.P. » de décembre 1950.

Pas moyen donc de tenter une guerre-éclair. En conséquence on se déclarait très diplomatiquement la guerre, puis on se préparait pendant que l'adversaire en faisait autant, et enfin, alors seulement, on attaquait. C'est ainsi qu'en 1870, la guerre fut annoncée à la Chambre le 15 juillet et notifiée officiellement à la Prusse le 19, mais ce n'est que le 4 août qu'eut lieu la première rencontre armée (Wissembourg) !

Or la dernière guerre a montré combien cela était périmé. Le développement et la rapidité des moyens de transport permettant de concentrer de puissantes forces presque en quelques heures, on passe à l'attaque, à l'attaque massive, au moment même où l'on déclare la guerre. C'est ainsi qu'Hitler a procédé à l'égard de la Pologne, puis de la Russie ; c'est ainsi que le Japon a procédé à l'égard des Etats-Unis.

Cependant, si, dans ces trois cas, déclaration de guerre et attaque furent simultanées, elles furent précédées, au moins dans le premier et le troisième, par ce qu'on est convenu d'appeler une période de « tension diplomatique ». Tension si accentuée et période si longue, que, avant l'attaque sur la Pologne, la France eut le temps de procéder à une mobilisation partielle extrêmement importante ; et si l'Amérique fut « surprise » à Pearl Harbour, c'est qu'elle y avait vraiment mis beaucoup de bonne volonté, car, après les provocations sans nombre auxquelles elle s'était livrée à l'égard du Japon et le remplacement du ministère civil japonais par un ministère militaire qui en avait été la conséquence, il fallait tenir ses yeux fermés volontairement pour ne pas voir que le Japon se préparait... à un coup de Trafalgar.

Par contre, on peut se demander si demain, en notre âge atomique, le déclenchement des hostilités sera précédé d'une période de « tension diplomatique », car, avec la bombe atomique l'effet de surprise a cent fois plus d'importance encore qu'il n'en avait il y a dix ans. Une surprise bien réussie peut, à elle seule, décider de l'issue de a guerre.

Que l'armada atomique de la puissance attaquante vienne, une belle nuit, jeter ses bombes sur les usines atomiques et sur les dépôts de bombes de l'adversaire, qu'elle détruise par surcroît les quelques pistes d'aviation dangereuses pour elle, c'est-à-dire celles d'où peuvent partir des avions lourds, ainsi que les immeubles où siègent les grands états-majors politiques et militaires, et cette puissance tient alors son ennemi à merci, car, quel que soit son « potentiel », il se trouvera mis dans l'impossibilité de riposter.

Or il va de soi qu'une telle attaque a d'autant plus de chances de réussir que l'ennemi, au moment où elle se produira, sera davantage en train de dormir sur ses deux oreilles. Pour que les avions de bombardement de l'assaillant puissent sûrement atteindre leurs objectifs, il faut que l'aviation d'interception de l'assailli ne soit pas en état d'alerte, que les observateurs au radar notamment ceux du Groenland, somnolent devant les écrans qu'ils sont habitués à voir vides, que les « grands chefs » et leurs dossiers se trouvent dans les immeubles où ils ont l'habitude d'être concentrés et non dispersés dans les postes de combat ou les abris, etc. Et surtout, il faut que l'adversaire ne s'avise pas de prendre l'initiative de l'attaque.

Or tout cela ne peut être que si le monde est tout à fait tranquille, que si personne ne s'attend à rien. Il s'ensuit que l'agresseur devra préparer son terrain, non par le vieux procédé de la « tension diplomatique », mais, tout au contraire, par une **détente** diplomatique. C'est dans un ciel serein, sans nuages, au milieu du plus grand calme, en pleine impression d'euphorie, que la première bombe éclatera.

Et c'est pourquoi, en ce qui me concerne, je préférerais qu'il y ait, actuellement, un peu plus de « tension » dans l'air.

LE MOMENT OPTIMUM

Je le désirerais d'autant plus qu'il me paraît impossible que la Russie accepte sans broncher le réarmement de l'Allemagne et du Japon.

La forme sous laquelle on veut effectuer le réarmement allemand a beau être absurde, une fois que les divisions allemandes auront des armes, il sera facile de les grouper d'une autre manière, et, sous la pression des faits c'est une chose qui pourra s'effectuer rapidement. De son côté le Japon a beau camoufler son armée pour le moment, en la décorant du nom de police, il est bien certain que son réarmement est commencé et qu'étant donné sa grande expérience des choses militaires et le fait qu'aucune obligation ne lui a été imposée concernant ses fabrications de guerre, ce réarmement peut aller très vite.

Or une fois que les deux grands peuples militaires qui la bordent à l'ouest et à l'est seront réarmés, avec, sur leurs arrières, pour les ravitailler et les soutenir la puissante Amérique, il deviendra impossible pour la Russie de continuer à s'étendre. C'en est fait de son expansion. Il faut même aller plus loin. Non seulement la Russie ne pourra plus espérer s'installer, directement ou indirectement, en de nouveaux territoires, mais son étreinte devra se desserrer sur ceux dont elle s'est emparée au cours de ces dernières années. Disposant d'une armée allemande forte et d'une armée japonaise forte, l'Amérique sera peu disposée à laisser Prusse orientale, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, etc., aux mains des Russes. Non seulement la Russie ne pourra plus avancer, mais il lui faudra, à nouveau comme après 1917, reculer.

Il semble peu probable que les Russes ne se rendent pas compte de cela et il est encore moins probable qu'ils s'y résolvent. Dans ce cas, une seule issue leur reste, c'est de frapper. Frapper dès maintenant. Plus précisément frapper avant que le réarmement allemand et le réarmement japonais ne soient choses faites.

Frapper le plus tard possible afin que leur stock de bombes atomiques soit le plus élevé possible, mais frapper cependant avant l'instant où le réarmement allemand et le réarmement japonais, cessant de n'être seulement qu'une menace, deviendront une réalité présente. Durant tout le temps pendant lequel on se contentera de palabrer sur l'armée européenne, les Russes en profiteront pour entasser les bombes atomiques tout en se faisant de plus en plus doux, mais le jour où la première division allemande sera en voie de constitution et que le torrent des fabrications de guerre américaines, devenu impétueux, risquera d'en équiper, en un temps record, un grand nombre d'autres, sera le jour où le Kremlin devra se décider : se soumettre ou combattre.

Le réarmement allemand et, plus généralement, le réarmement occidental a jusqu'ici marché à une allure de tortue ; la cadence de fabrication des bombes atomiques russes est sans doute beaucoup plus vive ; le temps travaille donc pour les Russes. Lorsque, au contraire, le réarmement occidental s'accélérant procurera aux Occidentaux une augmentation de puissance plus grande que celle que de nouvelles bombes procureraient à la Russie, le temps travaillera contre les Russes. C'est le moment précis où les deux courbes d'augmentation de puissance se croiseront qui sera l'instant critique : le moment optimum pour l'attaque.

R. LOUZON.

En parlant un peu de M. Villiers et des autres

Le lecteur voudra bien reconnaître qu'un article comme celui paru dans la dernière *R.P.* et s'intéressant aux affaires « sociales » de M. Georges Villiers amène un certain nombre de réactions. Pourquoi n'en serait-il pas discuté ?

M. G. Villiers et son organisation B.E.D.E.S.

A l'affirmation que M. Georges Villiers dispose, au nom du Patronat français, d'une caisse particulière dans le but de « s'intéresser » aux milieux syndicaux et que B.E.D.E.S. est une des parties les « plus prenantes », je n'ai pas vu opposer un quelconque démenti.

Ceux qui ne savaient pas préfèrent savoir.

Parmi ceux qui savaient, certains m'ont dit : Bravo ! il faut en finir. (Comme si cela dépendait de nous.)

D'autres... ne disent rien.

Pourquoi ne pas avoir tout dit ? réclament des informés.

Quelques-uns ne s'occupent que de l'agence de publicité, et n'ont aucune information... sur le reste.

Mais je n'ai trouvé personne pour me dire ou écrire : *c'est faux*.

Certes, je ne peux ignorer les contre-attaques : les « purs » ne font-ils pas de la publicité qui est de l'argent patronal ? Telle fédération « opposante » au système B.E.D.E.S. n'a-t-elle pas sollicité Madrat-Mathot ?... et autres « arguments » du même genre.

Mais on a trouvé, ce qui devrait permettre de répondre à toutes les précisions données sur l'activité du « gang » : je me serais inspiré d'un certain rapport du 2e Bureau !

Prière toutefois de se reporter au jugement porté sur « une note écrite, paraît-il, à l'intention du général Guillaume ». Si la chose est vraie, disais-je, on plaint les grands de ce monde d'être ainsi « renseignés ». « La vérité est assez grave pour ne pas tomber dans le roman-feuilleton. »

Car ce « rapport » contient de telles absurdités (1), qu'un militant syndicaliste serait vraiment léger de s'en soucier : ce n'est pourtant pas la faute de ce militant si dans ce « document » sont cités des noms que les membres de la commission exécutive confédérale ont pu entendre il y a un an et si parmi de nombreuses inexactitudes et à-peu-près sont contenues des informations exactes facilement vérifiables. Comme la curiosité risque d'être mise en éveil, je signale que les grands « initiés » prétendent que cette note aurait été rendue publique par un certain docteur-capitaine Martin du 2e Bureau (!!??) mais qu'elle aurait été établie par un René Vallet, ex-salarié du docteur Gessner (travaillant à Vichy) lequel serait un agent soviétique (!!??).

Villiers-Mathot-Madrat et autres ne seraient donc que les victimes de ces « odieux personnages ».

Faites comme moi ; attachez-y l'importance que cela mérite, c'est-à-dire une très petite (2). Et revenons au sujet et à ce qui reste évident pour qui veut voir :

B.E.D.E.S. et ses hommes vivent et sont alimentés par M. Villiers, président du Patronat.

Le pétard mouillé des sidérurgistes

L'attaque de la sidérurgie contre le plan Schuman valait la peine d'être contée ; elle est caractéristique des méthodes actuelles et du désir constant que certains guides du patronat ont par-dessus tout : *inspirer sans se mouiller*.

On se rappelle que cinquante grands noms « avaient été priés » de supprimer leur patronage à la revue *les Documents franco-européens* ; cette revue n'avait-elle pas fait connaître qu'elle réprouvait une littérature stalino-patronale contre le pool charbon-acier, ladite littérature étant un produit de l'officine B.E.D.E.S.-Mathot-Madrat !

Les « Documents » de février sont parus ; il est intéressant de pointer ceux qui ont obéi aux ordres des représentants de la sidérurgie ; pour cela il suffit de relever les noms disparus du Comité de patronage entre le mois de janvier et de février.

Le succès des « sidérurgistes » est mince. Ont obéi :

— *M. Jacques Bardoux* ; à signaler que l'intéressé est le nouveau président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale.

— *M. Lacour-Gayet* ; ce serait normal si l'intéressé ne voulait pas jouer au grand indépendant.

— *M. Ernest Mercier* ; quoi de plus normal !

— *M. André Siegfried.*

— *M. Raymond Aron.*

Mais les faits restent les faits ; c'est bien l'agence officielle de « publicité » B.E.D.E.S. qui a été chargée de confectionner le matériel stalino-patronal.

Certes le limogeage de M. Aubrun, président de la Sidérurgie, qui s'est vu adjoindre M. Ricard, vice-président du C.N.P.F., n'est pas dû essentiellement à cette « affaire » mais venant s'ajouter à son lâchage (3) lors de la discussion du Plan Schuman, les pairs du Président ont estimé que celui-ci maniait la gaffe avec un peu trop de dextérité.

Et comme en France il est de bonne guerre de cocufier ceux qui « crachent au bassinet » et les idéalistes (la pudeur n'étant certes pas la qualité dominante des hommes du B.E.D.E.S.) l'agence de publicité vient de sortir un nouveau cahier : *la Communauté charbon-acier* ; sait-on jamais ? maintenant que la chose existe, il s'agit de se placer, gagner quelques hommes... et percevoir... pour continuer à faire de la publicité ! N'est-ce pas une façon comme une autre de clamer : quoi qu'on dise, M. Villiers et son organisation restent toujours aussi « compréhensifs » ?

Quid du monde patronal ?

Il sera généralement admis que savoir ce qui se passe dans ce milieu présente de sérieuses diffi-

(1) La C.I.S.L. a été créée à Mexico.
Madrat est un agent soviétique.
Mathot est bien avec Frachon.
Mathot et Irving Brown sont d'accord.
Etc., etc.

(2) On se traite beaucoup d'agents soviétiques dans ce milieu.

(3) M. Aubrun, au plus fort de la bataille, était... aux Etats-Unis.

cultés. Il faut reconnaître qu'une chose est bien faite au sein du monde patronal : l'information ; et les plus « grands » n'ignorent rien des attaques dont sont l'objet leur organisation et leur président.

Mettez-vous à leur place ; on leur a dit que pour lutter contre le stalinisme il fallait « aider » des organisations ; on leur a dit que les taxations dont ils étaient l'objet devaient, aussi, servir (évidemment) la cause du patronat ; on leur a dit que ces opérations, pour apaiser les consciences, devaient être effectuées par des intermédiaires.

Et on peut s'appeler Georges Villiers, avoir une situation de tout premier ordre, posséder un incontestable charme personnel, avouez que ce n'est pas drôle de trouver devant vous des « individus incompréhensifs » (4), de voir son nom mêlé à toute une série « d'affaires » plus ou moins bedessistes, et de ne pouvoir se dépêtrer du guépier dans lequel on s'est fourré parce que, ma foi... de nombreuses imprudences de langage et d'écrits ont été commises.

Bien sûr, il y a l'argent qui vous donne ce complexe de supériorité... tout de même.

Des explications ont dû certainement avoir lieu ; le patronat ne croit-il pas avoir, dans les circonstances actuelles, une partie magnifique à jouer ? Il ne faut pas la gâcher.

Personnellement, je suis persuadé que M. Villiers saura mettre tous ses collègues dans sa poche : ne faut-il pas, — si l'échelle mobile doit être subie —, rendre le texte qui sera voté le plus inapplicable possible ? (Faites confiance à l'officine Boutémy).

Qu'importe si par mesure de défiance il a été provisoirement décidé que la Caisse Centrale de M. Villiers ne serait plus alimentée qu'après les Caisses autonomes des grandes industries ; on reviendrait ainsi, à peu près, à la situation d'avant-guerre : il y aurait la Caisse « de pression ou de corruption » de la sidérurgie, du bâtiment, des textiles, etc.

Qu'importe qu'on m'assure que M. Worms lui-même n'a pas le rôle que je lui prête ; il faut styliser, et les hommes et les intérêts qui tournoient autour de la banque m'ont paru dignes d'être représentés par le grand banquier, beaucoup trop au-dessus de ces contingences, me dit-on ; mais je fais « confiance » à son brain-trust.

Mais il est bon que M. Villiers et son équipe sachent que toute publicité sera donnée à leurs « bonnes actions philanthropiques » et qu'ils sont observés avec toute la sympathie qu'il faut porter à tous ceux qui « s'intéressent » au développement du mouvement ouvrier.

A questions claires, réponses claires

Dans une affaire, aussi importante pour le mouvement syndical, il importe surtout de dégager l'essentiel.

Certains me disent : Tu aurais dû saisir les responsables, demander, exiger... Facile à dire !

La chose a été faite en son temps ; elle n'a pu se traduire que par mon refus de participer à une comédie. Ce qui a permis de conclure qu'il n'y avait plus de problème.

Pourtant, est-il sain, pour un mouvement syndical qui se veut libre et indépendant, de laisser truster sa presse, sous couvert de publicité, par une organisation et un homme dont il est patent qu'ils sont des relais de M. G. Villiers et du Patronat français ?

Quelle réponse ?

Est-il bon, pour un groupement syndical, qu'il y ait confusion entre l'homme, agent du patronat, et l'homme chargé de la publicité d'organes corporatifs ?

Quelle réponse ?

Est-il acceptable que des camarades soient entraînés dans une telle affaire parce qu'un dénommé Madrat, homme de confiance de la Confédération (5), mais homme de Mathot-Villiers, fait ses offres de service à ceux qui connaissent les dures difficultés quotidiennes ?

Est-ce d'autant plus acceptable qu'on se trouve devant le type même du maître-chanteur ; le Bureau confédéral au courant de ses agissements par ma lettre de démission a-t-il averti les camarades d'avoir à être sur leurs gardes ? (6).

Quelle réponse ?

Je parle ici, simplement, au nom de ceux qui estiment que le syndicalisme ouvrier n'a pas à devoir son existence au patronat.

C'est une opinion qui en vaut une autre. Même si son application entraîne des difficultés. L'U. D. des Bouches-du-Rhône a bien résolu le problème.

Si dans le moment présent, certains estiment qu'il est possible de faire autrement, qu'ils le disent et surtout ne racontent pas des « histoires » à ceux qui leur font confiance.

C'est tout le problème. Tout le reste n'est que bla-bla-bla.

Quand M. Villiers se contente, par ses hommes, de faire quelques petites opérations qui ne trompent personne, ça n'a pas d'importance : il faut bien que l'argent des taxations serve à quelque chose (les charges sociales ne sont sans doute pas tellement écrasantes !).

Mais lorsque le même M. Villiers, par son gang, essaie de mettre la main sur la presse corporative, nous disons : Halte-là !

On peut ne pas être d'accord ; notre positon a au moins le mérite de la clarté.

Une conclusion

Elle surprendra peut-être dans cette revue, tellement elle est « réformiste » ! Une révolution doit être faite par les travailleurs.

Ceux-ci sont-ils capables pour avoir leurs organisations à eux, leurs hommes à eux, leur presse à eux, de verser mensuellement le montant du prix de deux Cinzano ? (7).

Dans la négative, est-il honnête de parler et de discuter sur les plus belles théories ?

Roger LAPEYRE.

(4) M. Villiers, qui ne les fréquente pas, doit savoir qu'il y en a beaucoup.

(5) Puisque payé par elle.

(6) N'agissait-il pas dans le plus pur style de la maison B.E.D.E.S. ?

(7) Publicité non payée.

...Et les Russes faisaient livraison sur livraison ! Pas de retard sur les délais, qualité de premier ordre, simplement prix un peu trop élevés. Après la guerre, un haut fonctionnaire russe m'a demandé un jour comment l'économie de guerre allemande avait pu tenir si longtemps. J'ai répondu : « Grâce aux livraisons russes de 1939 à 1941. » Ce n'est pas un bon mot et je n'avais pas l'intention d'en faire un. Je l'ai démontré à mon Russe en prenant pour exemples diverses matières premières.

Dr. Hugo BUSCHMANN
« Temps Modernes »,
août-septembre 1949, p. 269.

Le VICTOR HUGO *qui passionna notre jeunesse*

Parler de Hugo, en ce lieu ? La littérature n'y a pas sa place. Et un tel sujet ne dépend pas du calendrier.

Sans doute, le cent cinquantenaire n'est-il qu'un prétexte inutile. Un prétexte à nouvelle escroquerie stalinienne.

Mais il n'est pas question de littérature. Le plus grand poète français ne nous passionne encore que dans la mesure où il échappe au jugement littéraire. On se lasse d'ailleurs des analyses de ces spécialistes qui — tel le pêcheur du conte oriental — prétendent inclure le génie dans leurs éprouvettes. D'autant plus que si la souris ne peut ni enfanter, ni avaler une montagne... pas mal de nos souris littéraires et artistiques d'aujourd'hui sont nées de la montagne hugolienne. Non seulement parce que le gigantesque bonhomme a libéré la poésie, le théâtre, le roman, des règles d'un classicisme décadent... mais parce que dans ses poèmes les plus dédaignés, on découvre aujourd'hui la substance de la poésie moderne de Baudelaire à Mallarmé, même à Valéry ; comme on a trouvé dans *Choses vues* la plus haute qualité de journalisme, comme on a décelé à travers ses dernières divagations et les expériences spirites de Guernesey, quelque chose de cette angoisse devant le subconscient et le néant que les psychologues modernes tentent d'éclairer.

On a comparé Hugo à Voltaire. Il est vrai que l'un et l'autre ont connu de leur vivant semblable apothéose. Avec une différence de quelque poids. Le peuple n'a vu Voltaire qu'à travers l'écran de la bourgeoisie révolutionnaire, d'une aristocratie cultivée (à laquelle se mêlaient pas mal d'aristocrates de naissance. N'a-t-on pas imaginé Marie-Antoinette dissimulée sous un déguisement dans la foule qui acclamait l'auteur de *Candide ?*).

Au contraire, c'est le peuple de Paris, qui descendait de Belleville, de Ménilmontant, du faubourg Saint-Antoine, lors du défilé du 27 février 1881 (lorsque Hugo entra dans sa 80e année), ou lors de la veillée funèbre du 31 mai et du 1er juin 1885, sous l'Arc de Triomphe. Des fanfares, des chorales populaires, des délégations de chambres syndicales.

Bien sûr, ce ne sont pas encore les syndicats que Pelloutier appellera dans les Bourses du Travail. La saignée de la Commune a terriblement mutilé la classe ouvrière parisienne. Mais c'est sans doute au Hugo qui, à Bruxelles, le 27 mai 1871, ouvrait sa porte aux bannis de la Commune, au Hugo qui, dans son dernier discours au Sénat, soutenait un projet d'amnistie totale pour les communards que le peuple de Paris manifestait sa gratitude.

Que « l'hugolâtrie » des dix premières années de la IIIe République ait provoqué une réaction, c'est dans l'ordre naturel des choses.

Le verbalisme républicain apparut comme l'héritage du Verbe de Hugo. Non que celui-ci ne soit que boursouflures oratoires et qu'il n'y ait pas de grains sous la paille des mots. Quoi que l'on ait prétendu, Hugo est encore lisible dans sa prose comme dans ses vers. Ses images et ses antithèses collent souvent à la réalité profonde et expriment la « dialectique » de l'histoire. Ses visions ne traduisent pas une indigence de la pensée, et en ces dernières paroles, on découvre d'audacieuses anticipations. Mais de son optimisme rayonnant, on ne garda que la musique, en méprisant l'inspiration. De Gambetta à Clemenceau, de l'opportunisme débraillé au radicalisme corsé de bonapartisme, les politiciens de la IIIe République couvrirent leurs sordides opérations de l'idéalisme du prophète et — pour parler comme Ruy Blas — « se taillèrent des pourpoints dans son manteau de roi ». Il n'est pas étonnant que les révolutionnaires de la fin du XIXe siècle aient réagi contre une légende qui tendait à instaurer une nouvelle religion d'Etat.

Ce ne fut pas là pourtant que notre adolescence le rencontra. En ces années 1916 et 1917, tandis que la chorale de l'école Turgot apprenait l'hymne *Ceux qui pieusement sont morts pour la Patrie* dont on cachait la véritable inspiration (il s'agit d'un hommage aux victimes de l'insurrection de juillet 1830), nous nous lisions mutuellement des chapitres des *Misérables* et nous rêvions d'écrire l'épopée de notre génération sous le titre hugolien *Ceux qui vivent...*

Nos aînés connurent la même passion. C'est — selon les confidences rapportées par Maitron dans son *Histoire de l'Anarchie* — la lecture des *Misérables* qui provoqua chez Monatte le premier choc décisif. Marcel Martinet m'avait avoué, sans gêne, que c'était là également le secret de sa vocation sociale. Séverine a dû tenir semblables propos. Ces trois noms suffiraient pour que nous revendiquions notre part de l'héritage de Hugo.

Et c'est peut-être l'essentiel.

Les historiens de notre littérature, lorsqu'ils précisent les sources de l'inspiration romantique, n'insistent guère sur ce retour aux traditions populaires qui marqua la rupture avec l'aristocratie classique. La Renaissance du XVIe siècle est interprétée par Ch. Seignobos comme la scission entre l'Art et le Peuple. Les « honnêtes gens » du XVIIe siècle et même les philosophes du XVIIIe méprisaient quelque peu le Moyen Age barbare. Encore la philosophie de Voltaire et de Diderot fut-elle influencée par l'évolution économique et sociale. Mais la littérature et l'art, déjà trop « policés » au XVIIe siècle, se desséchaient au XVIIIe en de charmantes mièvreries ou de pompeux artifices. Jean-Jacques Rousseau avait déjà secoué les portants et ébranlé les décors. Mais il fallait une autre renaissance, une résurrection du christianisme médiéval, spontané, populaire, sentimental et mystique. Les plus grands n'allèrent guère plus loin. Chateaubriand et Vigny restèrent des aristocrates. Lamartine lui-même pencha sur le peuple son front olympien et s'étonna de l'ingratitude des ouvriers qu'il croyait avoir comblés en les représentant. Seul, Hugo a été capable de s'enfoncer dans la plèbe qui grouillait dans la nef et sur le parvis de la cathédrale.

Le roman *Notre-Dame de Paris* (publié en 1831) a longtemps irrité les connaisseurs. Il faut bien reconnaître aujourd'hui que — quoique encore incomplète et quelquefois inexacte — la documentation de Hugo était vaste, solide et laborieusement rassemblée. Mais il a atteint le sommet dans son évocation de la foule de *la Fête des Fous,* dans sa vision tumultueuse de l'émeute du « lumpen-pro-

létariat » de la Cour des Miracles. C'est à placer dans l'anthologie populaire, à côté de la course infernale des grévistes dans le *Germinal* de Zola.

Cependant les *Misérables* restent avec les *Contemplations* et la *Légende des Siècles* l'œuvre maîtresse de sa vie, non par un choix arbitraire, mais par le simple respect de sa propre volonté.

Les auteurs du XIXe siècle ont ignoré la tragédie des bas-fonds. Le peuple ouvrier est à peu près absent de l'œuvre de Balzac qui constitue pourtant le témoignage le plus vrai, l'expression la plus géniale de la société du temps. Que dire alors du mépris de Stendhal pour les émeutes de la faim ? C'est vraiment dommage qu'on soit obligé de se rabattre sur un auteur médiocre comme Eugène Sue qui dans les *Mystères de Paris* a le premier décrit les misères populaires, comme il a le premier romancé la lutte séculaire des classes dans les *Mystères du Peuple*.

Heureusement, nous avons George Sand, à qui Edouard Dolléans vient de rendre un hommage mérité. Et nous avons surtout Hugo.

Faut-il ajouter que ce sont les scrupules artistiques du maître qui l'ont fait venir après Eugène Sue ?

C'est en 1823, alors qu'il n'était encore qu'un jeune poète légitimiste qu'il demande à un ami des renseignements sur le bagne de Toulon. C'est en 1828 que les confidences du préfet Miollis, frère de l'évêque de Digne, lui permettent de concevoir la figure du galérien repenti. C'est en 1832 qu'il s'engage à fournir à l'éditeur Gossek un roman sur les *Misères*.

C'est en 1845 qu'il prend la décision de reculer l'heure de son dîner pour consacrer le maximum de temps à son œuvre interrompue par les accidents politiques, reprise en exil dès 1851, publiée d'abord à Bruxelles en quatre livres seulement, remaniée, largement étoffée et élargie lors de la parution définitive en 1862.

On oublie aussi que le Jean Valjean des *Misérables* eut un précurseur : le *Claude Gueux*, dont Hugo publia l'histoire dans la *Revue de Paris* du 6 juillet 1834. Une tragédie dont le héros est un « *ouvrier capable, habile, intelligent, fort maltraité par l'éducation, fort bien traité par la nature, ne sachant pas lire et sachant penser* ».

Il vole, parce que sa maîtresse et son enfant ont faim et froid. Condamné à cinq ans de prison, il est envoyé faire son temps à Clairvaux, « *abbaye dont on a fait une bastille, cellule dont on a fait un cabanon, outil dont on a fait un pilori. Quand nous parlons de progrès, c'est ainsi que certaines gens le comprennent et l'exécutent* ».

Il y avait là un directeur des ateliers, fonctionnaire propre aux prisons, qui se croyait Napoléon parce qu'il était tenace, qui « *ajustant sa volonté à une chose absurde, allait jusqu'au bout de la chose absurde... Il y a de par le monde, beaucoup de ces fatalités têtues qui se croient des providences* ».

Sans raison, le directeur prive Claude Gueux de son seul ami. Claude Gueux le tue et meurt sur l'échafaud, avec une émouvante dignité. C'est tout. C'est admirable. C'est digne du Tolstoï des contes pour les moujiks — même par la conclusion purement évangélique.

Mais lorsque Hugo écrivait en 1834 : « *Le peuple a faim, le peuple a froid. La misère le pousse au crime ou au vice, selon le sexe. Ayez pitié du peuple, à qui le bagne prend ses fils et le lupanar ses filles.* », il ne romançait pas. Son fameux « manque de goût » apparaît comme la rançon de son réalisme. On trouve dans les *Misérables*, mille notations sur l'exploitation des ouvrières de Montfermeil, sur la mendicité compagne nécessaire du travail parisien, sur les taudis populaires, sur les misères enfantines, dont l'ensemble forme une fresque historique de même valeur que les tableaux de Goya sur les horreurs de la guerre.

Mais la Fatalité menait son jeu implacable dans *Notre-Dame de Paris* : la plèbe est écrasée, et la fin montre les squelettes enlacés de Quasimodo et d'Esmeralda. Dans les *Misérables*, Jean Valjean, symbole du peuple, gagne son salut par une action multiple et incessante. Hugo le montre sur la barricade que les étudiants républicains du club de l'A.B.C. élèvent en 1832 et sa dernière manifestation héroïque, c'est sa traversée à la fois réaliste et symbolique des égouts de Paris, portant Marius sur ses épaules. Victoire du peuple sur la Fatalité.

On s'afflige de la pauvre psychologie des personnages. Sans doute, les types balzaciens sont-ils autrement campés, autrement vrais dans leur complexité. C'est que Balzac les choisit dans des classes sociales solidement installées ou en pleine ascension consciente. Le peuple ouvrier reste une masse confuse, que la misère écrase dans l'obscurité. Les illuminations partent d'en haut, des constructions de l'utopie, des rêves charitables de l'Evangélisme, des révoltes de l'intelligence républicaine. Echo sonore du XIXe siècle, Hugo n'a pas entendu le prolétariat organisé. Et pourtant, il l'a rencontré et s'il ne l'a pas compris, il est peut-être le seul, parmi les hommes de sa classe, à en avoir pressenti la nécessaire intervention.

Abandonnons en effet l'homme politique — quoique certains de ses discours méritent d'être exhumés. Pair de France de 1841 à 1848, républicain modéré, il a érigé en dogme les vertus du suffrage universel et de la souveraineté politique du peuple. Il a combattu l'insurrection ouvrière de juin 1848. Le 3 décembre 1851, s'étonnant de la passivité des ouvriers du faubourg Saint-Antoine devant le coup d'Etat, il s'écriera encore : « *En juin, tout était obscur, aujourd'hui tout est clair.* » Mais quelle noblesse dans la condamnation :

« *L'insurrection de juin* 1848 *avait tort. Hélas ! ce qui la fit terrible, c'est qu'elle était vénérable. Au fond de cette immense erreur, on sentait la souffrance du peuple. C'était la révolte des désespérés.* » Comme toujours chez lui, la vision a provoqué la méditation. Dans tout ce qu'il a écrit depuis cette rencontre, même dans les *Misérables*, on retrouve de fréquentes allusions à juin 1848. En particulier dans le premier chapitre du dernier volume de *Actes et Paroles : Depuis l'exil !*, écrit en juillet 1876 et publié sous le titre *Paris et Rome*, Hugo oppose deux foules. Les insurgés de juin 1848 qui envahirent son appartement du 6, place des Vosges. Les jeunes bourgeois de Bruxelles qui dans la nuit du 27 mai 1871 assiégèrent et lapidèrent sa maison, pour le punir d'avoir déclaré sa porte ouverte aux proscrits de la Commune.

Lisez ces pages oubliées. C'est l'hommage à la noblesse ouvrière d'un grand poète qui aurait mérité de proclamer comme La Bruyère : « Faut-il opter ? Je ne balance point. Je suis peuple ! »

Hugo fut peut-être le seul écrivain français capable de concevoir l'épopée, et ce sont les misères du peuple qui l'ont inspiré.

On connaît la fameuse réponse d'André Gide : « *Le plus grand poète français ? Victor Hugo, hélas !* ». Savoir si cet « hélas ! » frappe Hugo ou ses devanciers, ses contemporains, ses successeurs ?... Savoir si on ne méprise pas Hugo tout simplement pour ne pas se rencontrer dans l'admiration avec les humbles ? Et que la bonne volonté d'un André Gide remplace l'accord spontané, enthousiaste du verbe de Hugo et des aspirations populaires... n'est-ce pas un signe évident de décadence ?

Roger **HAGNAUER**.

La renaissance du syndicalisme

Le regroupement syndical...

Dans toute recherche sur le regroupement syndical, le point dont il faut partir est celui-ci : *le syndicalisme tient tout entier dans la coutume ouvrière.*

Cette coutume s'est édifiée lentement et elle continue de s'édifier. Ses acquisitions, elle les emprunte au monde où elle baigne. En elle s'unissent la tradition — cette longue expérience — et la novation qui anticipe sur le cours des événements. Toute pensée y part de l'action et y revient.

La coutume ouvrière a tranché le conflit réforme-révolution de telle façon qu'il n'a plus, aujourd'hui, aucun sens logique, au syndicat s'entend.

Le révolutionnaire le plus résolu bataille à fond pour des réformes extrêmement modestes et le réformiste le plus endurci envisage nécessairement l'avenir. Donc il anticipe et se mue, sans le savoir, en révolutionnaire.

Afin de mener une action efficace contre leurs maîtres, les travailleurs doivent s'unir, tendre à l'unanimité. L'expérience sur ce point est décisive. Dès lors il importe qu'une centrale syndicaliste se tienne en dehors de toute idéologie. Elle groupe des travailleurs sans plus. Elle a ainsi une avant-garde, un centre et un arrière-train. C'est parfait.

⁂

La coutume ouvrière montre que les délégués du syndicat ne doivent pas être des permanents que la permanence a transformé en travailleurs honoraires.

L'expérience — une expérience très longue — établit que les permanents perdent de vue les intérêts précis qu'ils sont chargés de représenter et de défendre. Ils ne songent plus qu'à eux-mêmes et deviennent des carriéristes. Vous connaissez le général Jouhaux et l'énorme Frachon-Gorenflot. Quand, du haut en bas, leur petite monnaie se multiplie, la Centrale syndicale devient un Etat-postiche gangrené par l'arrivisme.

Autre aspect de la même question.

Quand un responsable vit au coude à coude avec ses camarades, les ravages qu'exerce l'esprit de parti diminuent. Je trouve admirable et saisissant l'exemple que donne Maxime Leroy. En 1892, au congrès des syndicats, à Marseille, on décida de s'occuper de la grève générale. Une commission fut nommée qui l'étudierait et en propagerait les principes. Et qui vota cela ? Des délégués *guesdistes*, alors que Guesde et ses amis avaient en horreur la grève générale professionnelle. Pourquoi une telle attitude ? Parce que, dit Leroy, ces délégués « n'ont pu échapper aux forces qui les avaient groupés : ils sont restés les hommes de leurs cadres corporatifs parce que c'est dans ces cadres qu'ils vivaient, pensaient, luttaient, espéraient, chaque jour, chaque heure, et non dans le milieu politique qui leur apparaissait mal ». Abolir la permanence c'est faire un grand pas vers un regroupement syndical sain.

En vue de ce regroupement, un redoublement de précautions s'impose au sujet de la politisation toujours possible des syndicats.

Vis-à-vis des syndicats, les partis se trouvent dans la même situation que les sociétés religieuses vis-à-vis de la société civile.

Une société civile dominée par la société religieuse — et du même coup parasitée par cette dernière car du pape au vicaire savoyard le clergé ne vit pas de l'air du temps — a un nom : théocratie. Sous le prétexte qu'elle est un *tissu rédempteur*, — expression magnifique de Maurice Hauriou, — face à ce monde de la chute qu'est la société civile, la société religieuse prétend imposer sa loi et vivre sans travailler.

Les partis, avec leur appareil de « penseurs », se croient très supérieurs aux groupements professionnels ; leurs théologiens et leurs mystiques regardent de haut ces syndiqués dont le principe est de n'avoir pas de principes.

Le Parti (avec un grand P) c'est le « tissu rédempteur » qui se voue au rachat de ces pauvres bêtes rampantes ou broutantes que sont les syndiqués incapables de s'élever au-dessus du corporatisme ou du coopératisme.

Tous les défauts qui caractérisent le cléricalisme: corruption, intolérance, sadisme inquisitorial, divorce entre le langage qui est éthéré et les pratiques qui sont ignobles, se retrouvent chez les « managers » politiques du prolétariat.

La théocratie engendre l'anticléricalisme. Celui-ci est la réaction ferme, tranquille et réfléchie d'une société civile qui ne veut pas être épuisée et ruinée par les perpétuelles exigences des prêtres (ainsi que cela se voit en Espagne depuis des siècles).

Vis-à-vis du parti stalinien — le seul qui se soit donné une structure religieuse analogue à celle des Jésuites — le syndicalisme est un anticléricalisme en acte. Il est une protestation permanente, calme et résolue, contre la domination techno-bureaucratique du clergé stalinien, clergé qui, pas plus que les curés ou les popes, ne vit de l'air du temps.

Ceci dit, j'ajoute que le syndicalisme peut entretenir des *rapports* avec les partis, tout comme la société civile entretient parfois des relations avec la société religieuse. Mais ce n'est là, au mieux, qu'un pis aller et nous devons rester méfiants, vigilants et armés.

Comme la société religieuse, le parti stalinien et sa filiale — la C.G.T. — sont rongés par le coulage, les malversations, le parasitisme bureaucratique. La Centrale des Frachon, Monmousseau et autres moines avides est sur la voie du déclin, comme naguère la C.G.T.U. L'échec de la grève du 12 février en est la preuve.

Aussi peut-on raisonnablement supputer que bientôt les staliniens se feront plus mielleux encore qu'en 1934-35 et parleront de réunification. C'est à ce moment qu'ils seront dangereux.

Il ne faudra pas, alors, recommencer les erreurs de 1935. On ne négocie pas avec des gens qui vous tendent amicalement la main droite, tandis que leur main gauche tient le revolver destiné à votre nuque.

Le syndicalisme est une immense sagesse. Il ne surmène pas ses adhérents. Il ménage leurs forces. Il admet les pauses. Il va à son pas, selon les circonstances. Tantôt il se hâte et tantôt il ralentit sa marche. Il est tout expérience. Il n'a qu'un ennemi intérieur : l'Absolu, générateur d'intolérance et par là même de scission.

A.-V. JACQUET

...n'est pas pour demain!

Pas encourageante, cette réunion de la « R.P. » sur les perspectives 52 de regroupement syndical. On en tirerait facilement l'opinion que ces perspectives n'existent pas. Telle est tout au moins l'avis d'un obscur auditeur assez insensible au talent des orateurs, mais à qui n'a pas échappé le souci des uns de rejeter sur les autres la responsabilité des échecs des tentatives de regroupement, ces autres retournant le compliment aux premiers.

Essayons pourtant de résumer les débats. Jacquet ouvre la séance. Walusinski présente les éléments du débat.

Quels changements dans la situation syndicale depuis mai 49 où Lapeyre, dans une conférence de la

« R.P. » traitait le même sujet ? Augmentation du nombre des non-syndiqués (renforcement de l'organisation des non-organisés, si on peut dire, l'inorganisation poussant ses progrès jusqu'à l'intérieur des « organisations »). Walusinski exagère-t-il en accordant 20 % de syndiqués sur 10 millions de travailleurs soit deux millions en tout, sur lesquels la moitié serait soupçonnée ne pas payer de cotisations régulières ou complètes ? La statistique syndicale est, il est vrai, à peine balbutiante : elle ment autant qu'elle balbutie.

Il passe en revue les organisations. La C.G.T. reste la plus forte mais, quoi qu'elle veuille, elle est contrainte de se fasciser de plus en plus ; espoir nul de la redresser par l'intérieur ; et même si le 12 février Frachon ne voulait pas lancer la grève, des domestiques plus stylés que lui devaient la déclencher.

En face de la C.G.T. des organisations divisées. La C.G.T.-F.O. doit affronter des crises internes : effectifs, moyens de vivre, manque de militants, démocratie aléatoire ; et pourtant il y a des éléments vivants, des unions et des fédérations qui n'ont pas de mauvaise fréquentation. Les Autonomes de l'industrie n'ont pas développé leur tentative de grève gestionnaire. Ceux de l'Enseignement ont le mérite d'avoir maintenu leur unité en faisant fonctionner leurs syndicats démocratiquement (en général) et en luttant efficacement contre leur minorité stalinienne (en général) ; par leurs effectifs et leurs activités F.E.N. et S.N.I. restent des « chances » du syndicalisme actuel. Et pourtant la F.E.N. ne peut jouer un rôle actif dans le regroupement qui romprait son unité ; elle est donc forcée d'attendre et de voir venir là où elle dit qu'elle a vocation d'entreprendre.

A la C.N.T. il y a des militants avec qui, dans un regroupement valable, il faudra compter. Tandis qu'au contraire la Confédération Générale des Cadres, par ses progrès, traduit la volonté d'autonomie ou de ségrégation des cadres. Quant aux Indépendants, constitués en confédération, on prétend qu'ils ont prouvé qu'ils n'étaient pas en liaison étroite avec le R.P.F. en certains secteurs.

La C.F.T.C. est laissée à part car elle se veut distincte. Elle est, ou elle se veut d'une autre essence et son fort noyau confessionnel ne transigera pas de longtemps sur le « pluralisme » nécessaire. D'autant que l'Eglise qui se veut sociale aujourd'hui a besoin de sa centrale, débouché de ses organisations de jeunesse. A l'actif pourtant de la C.F.T.C. sa minorité organisée « **Reconstruction** » : active, démocratique, laïque. On ne sait trop où débouchera cette « révision » chrétienne du syndicalisme révolutionnaire : Varlin avec nous ! Contradictions peut-être, recherches intéressantes en tout cas.

Depuis 49 le nombre des non-syndiqués s'est accru et la confusion n'a pu qu'augmenter pour tout et pour rien : tout, c'est-à-dire les problèmes extérieurs en particulier, rien, c'est-à-dire les querelles de boutique. S'installe-t-on dans le marais ? La tentative de « l'Unité » apporte-t-elle un espoir ? A ses militants d'en discuter ici.

Pour conclure, Walusinski essaye de définir les conditions d'un regroupement. Accepter les autres tels qu'ils sont, c'est-à-dire respecter tout courant vivant. Mais en même temps tenir bon sur ce qui paraît inaliénable : car on ne veut pas d'un accord ambigu. Le premier principe est l'indépendance absolue du syndicalisme, sous ses trois aspects : vis-à-vis des partis, vis-à-vis des patrons, vis-à-vis des gouvernements. Ne pas s'en tenir à des proclamations : le traduire en actes c'est faire prédominer toujours l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de parti ou de nation.

Le second principe c'est la fidélité à l'autonomie du syndicat à l'intérieur de sa fédération et de son union, organismes de service et de liaison. Toute l'initiative au syndicat en attendant qu'on puisse dire : tout le « pouvoir » au syndicat ! Cela suppose la démocratie dans le syndicat, sa dé-bureaucratisation.

Poser ces conditions c'est n'exclure aucun travailleur décidé à déterminer par lui-même son action et cela exclut d'eux-mêmes les staliniens disciplinés. Aucune liaison possible avec « l'appareil » de ce parti et surtout pas cette liaison qui consiste à imiter ses méthodes.

Les chances d'aboutir sont minces. Encore faut-il **préparer le climat** : apaiser les querelles de boutique, débarrasser l'atmosphère syndicale de ses poisons, comme celui de l'épuration, qui sont des procédés d'importation politique. Au syndicat de base de juger quels travailleurs sont indésirables s'il en est : en jugeant les hommes sur ce qu'ils sont et non sur des étiquettes. Il faut aussi : **former des militants** décidés et capables et qui pourront, à l'usine, affronter l'organisation stalinienne : car comme tout redressement, le regroupement syndical est une question d'hommes.

Se trouve ainsi résumée l'une des tâches essentielles de la « R.P. ». Ne serait-elle pas renforcée par la réunion, dans un groupe fraternel pratiquant l'éducation mutuelle, de camarades décidés à traduire en actes la déclaration de la Ligue Syndicaliste qu'ils remettraient, pour cela, à jour ? Fidélité, non en paroles mais en actes, à l'esprit de lutte de classe et souci de l'étude sérieuse. Groupe qui pourrait donc se placer sous l'invocation de Pelloutier :

« Bref, les ouvriers après s'être crus si longtemps condamnés au rôle d'outil, veulent devenir des intelligences pour être en même temps les inventeurs et les créateurs de leurs œuvres. Qu'ils élargissent donc le champ d'étude ouvert devant eux. Que comprenant qu'ils ont entre leurs mains toute la vie sociale ils s'habituent à ne puiser qu'en eux l'obligation du devoir, à détester et à briser toute autorité étrangère. »

Un cercle Pelloutier qui donnerait à 50 militants la conscience que toute la vie sociale est entre leurs mains est une entreprise à notre échelle. Sans prétendre apporter la solution à tous les problèmes elle participera aux efforts de tous pour refaire une classe ouvrière.

***

Morin retrace l'histoire de l'**Unité** et son objectif des comités d'unité d'action à la base. Peu d'expériences ont été concluantes ; hostilité des centrales ; manœuvre du « syndicat unique » préconisé par la C.G.T. D'où l'idée que Morin soutient avec Lafond, dans l'**Unité**, du regroupement des non-staliniens. Et il demande de ne pas ignorer la conférence de l'Unité des 1 et 2 mars où deux tendances opposées risquent de se heurter durement.

Pour **Ruff**, du syndicat de l'Enseignement, l'unité est évidemment souhaitable. Possible ? Evidemment non quand la classe ouvrière est persuadée qu'il y a quelque chose de plus important ; donc il faut la convaincre de la nécessité de sa cohésion. L'unité faite, il faut la préserver : cela exige le maximum de démocratie et de limiter l'action à l'essentiel (risque-t-on alors la sclérose corporative ? C'est la pratique de l'action qui permet d'esquiver ce risque).

Dans la division actuelle, puisque l'unité avec la C.G.T. signifierait la mise du mouvement ouvrier sous la coupe stalinienne, il faut, face à la C.G.T., construire un regroupement puissant. Commencer par clarifier la situation dans chaque organisation. S'entendre sur les mots indépendance, démocratie. Aider les hommes valables à faire tout ce qu'ils peuvent, là où ils sont, mais en liaison avec les autres. Organisation et liaison des minorités, condition de la construction d'une grande centrale sur des bases saines.

Lafond (de la C.G.T.-F.O.) plaide non coupable quant aux crises dont Walusinski prétend, à tort, qu'elles paralysent F.O. Il attendait plus et mieux des enseignants autonomes qui font la part belle à la C.G.T. Pour juger de la C.G.C. il faut étudier les changements de structure des classes. La C.F.T.C. est pluraliste par opportunité ; si elle espérait être un fort courant elle serait pour l'unité (exemple de l'Allemagne) ; sa minorité « Reconstruction » deviendrait « pluraliste » si elle devenait majorité. Quant à l'épuration, il n'est pas honnête de laisser peser une tare morale sur des hommes souvent « liquidés » sans jugement.

Faire l'unité, condition de force ; les fanatiques d'une église s'en excluent d'eux-mêmes. L'unité en composant avec les autres et non en rentrant dans une organisation. Chercher tous les rapprochements et ce qui les facilite.

Jeuland veut une action indépendante de tous les impérialismes. Qu'on surveille leur lutte mais jamais de collusion avec l'un ou l'autre. Il reproche à la **R.P.** de laisser croire qu'il suffit au mouvement ouvrier de suivre l'impérialisme américain.

Chéramy qui désapprouve tout l'exposé de Morin croit que Walusinski a mal compris ou déformé la

position de ses amis. Ils n'ont jamais pensé que la C.G.T. puisse se redresser de l'intérieur. Ils ont préconisé l'union, dans le sens de la lutte de classes contre les staliniens et les agents de la bourgeoisie dans les syndicats. Isoler ainsi les bureaucraties et mener une action révolutionnaire. L'**Unité** devait être la tribune libre de tels efforts. Changer son but c'est la détruire.

Froideval se félicite des paroles d'apaisement sur l'épuration. Peu confiant en les formules il préfère un syndicalisme efficace, comme aux U.S.A., qui est finalement plus révolutionnaire, en actes. Pourquoi pas sur de telles bases un nouveau comité des 22 ?...

Joyeux : on ne fera rien sans revenir aux principes du syndicalisme révolutionnaire.

Aubrée : l'unité ? Un mot que les staliniens risquent de crier plus fort que tous les autres. En réalité il y a **des** classes ouvrières et Lafond a eu raison de soulever la question de l'évolution de ces structures.

Racine résume les questions à étudier, si l'on veut la réunification : causes de l'éclatement, causes de la politisation, idées-forces, causes de l'inefficacité des syndicats. Remettre debout une charte du syndicalisme.

Comment conclure ? De mon coin, je me disais que le travail d'un cercle Pelloutier était modeste mais risquait d'être solide. Que personne n'en avait parlé mais que certains lui avaient déjà élargi ses tâches : organisation et liaison des minorités. Que la libre discussion, la confrontation honnête des expériences restait le souci de la plupart.

Pas pour demain, le regroupement ? Bien sûr. Mais à la réflexion, pas désespérément rejeté dans un futur éternel, puisqu'il y a des hommes pour le vouloir et pour en imaginer les techniques nouvelles ; et puisqu'il y a des exemples pour les guider...

Hans WILMOTTE.

Les Métaux parisiens

Nous publions ici la déclaration du Cartel intersyndical permanent des organisations libres de la Métallurgie de la région parisienne. Nous n'avons pas à nous immiscer dans l'action revendicative de nos camarades. Mais nous pouvons souligner que le Cartel comprend avec le syndicat F.O. : le syndicat autonome, le syndicat indépendant, l'Union autonome des techniciens.

De l'autre côté : la C.G.T., la C.F.T.C., la C.G.C. (Confédération des Cadres).

Voilà une expérience beaucoup plus démonstrative que toute discussion pour l'unité du syndicalisme libre.

Pour notre part, nous nous réjouissons de l'initiative de nos amis du syndicat F.O.

R. H.

SALAIRES

(Déclaration lue par Rannou, Autonomes)

« Pour éviter toute interprétation abusive des positions du Cartel, nous croyons indispensable, avant que l'un d'entre nous fasse une déclaration relative aux travaux de la Commission paritaire, de déclarer publiquement que le fait pour le Cartel de discuter aujourd'hui le problème de la Convention collective, ne marque nullement un renoncement de la revendication de 15 % des salaires, déposée par lui le 22 janvier 1951. »

CONVENTION COLLECTIVE

(Déclaration lue par Blanchard, F.O.)

« En tant que représentant mandaté du Cartel, organisme groupant présentement quatre organisations, toutes quatre représentées ici, j'ai mandat de vous faire une déclaration courte, mais néanmoins importante par sa signification.

« Lorsque le 1er août 1950, il y a donc de cela plus de dix-huit mois, ont commencé les travaux de cette commission paritaire, les travailleurs en espéraient quelque chose de positif.

« S'il n'en a rien été, la cause en réside essentiellement dans l'attitude de la délégation patronale qui, en désaccord sur l'objet des discussions, à savoir, la conclusion d'une convention collective conforme à la loi du 11 février 1950, s'est ingéniée à stériliser les travaux de la commission.

« Les organisations de travailleurs ont donc dû rechercher dans un cadre nouveau, celui des accords de salaires, les moyens d'obtenir l'indispensable rajustement des rémunérations.

« Pas plus sur ce terrain que sur celui évoqué plus haut, nous n'avons eu à nous féliciter de l'état d'esprit patronal.

« Dans ces conditions, nous avons pris la responsabilité de dénoncer les dits accords, persuadés qu'en agissant ainsi, nous mettions un terme à une situation devenue très équivoque et préjudiciable aux intérêts de nos mandants comme à l'autorité morale de nos organisations.

« Contrairement à M. Georges Villiers, nous n'avons jamais pensé qu'il suffirait de « compléter les accords de salaires existants par des clauses générales afin d'obtenir de véritables conventions collectives » (éditorial du « Bulletin du C.N.P.F. » du 5 avril 1951).

« D'ailleurs, s'il en avait été autrement, les façons d'agir du Groupe Boissière, sa désinvolture dans les discussions, les consignes restrictives données à ses ressortissants pour l'application des accords, nous auraient depuis longtemps fait changer d'avis.

« Ceci dit, le Cartel n'entend conclure, conformément aux prescriptions de la loi du 11 février 1950, qu'une seule convention collective comportant outre les clauses valables pour l'ensemble des salariés de la Métallurgie parisienne, les avenants que justifient les problèmes particuliers à une catégorie professionnelle ou à une branche d'industrie, ces avenants étant discutés par les intéressés.

« La convention ci-dessus doit être susceptible d'extension et, à cet effet, comporter toutes les dispositions obligatoires précisées dans la loi. Parmi celles-ci figurent expressément ces deux éléments de calcul de la rémunération que sont :

« a) le salaire minimum régional professionnel de l'ouvrier ou de l'employé sans qualification ;

« b) les coefficients hiérarchiques afférant aux diverses qualifications professionnelles.

« Ces deux notions doivent s'accompagner de la définition du salaire au temps, au rendement, au boni ou aux pièces.

« C'est pourquoi, conscient de la nécessité de définir enfin l'objet réel des travaux de la commission, le Cartel demande à son Président de solliciter l'opinion des différentes délégations et, en tout premier lieu, de celle du Groupe patronal.

« S'il apparaît impossible d'orienter la commission dans la voie précisée par lui, le Cartel reconsidérerait la question de sa participation à ses travaux, à ses yeux sans intérêt réel pour les métallurgistes parisiens. »

L'Ecole Internationale

Le Secrétariat Professionnel International de l'Enseignement (S.P.I.E.) a été reconstitué en août dernier (voir **R.P.** septembre 1951). Son bureau s'est réuni les 7 et 8 février 1952, à Bruxelles, et a adopté deux motions générales qui indiquent l'orientation de son action. On devra aussi, en les jugeant, tenir compte de la jeunesse de l'organisme et qu'il en est aux premiers pas d'une activité qui devra, plus tard, se définir.

Le champ de cette activité est considérable. Mais il se résume assez bien dans la fraternité de lutte et de recherche que le S.P.I.E. entend aussitôt créer entre ses membres. C'est pourquoi il attache une première importance à l'**Ecole Internationale d'été** qu'il organise à Paris du 14 au 20 juillet. Réunir d'abord dans un même lieu des syndicalistes de l'enseignement qui viendraient de Belgique, de Suisse, des U.S.A., de France, d'Autriche, d'Afrique et d'Asie et auxquels se joindront des amis exilés d'Espagne ou des pays du rideau de fer. Apprendre directement les préoccupations des uns et des autres. Discuter librement et avec des syndicalistes de l'industrie des relations du syndicalisme de l'enseignement avec le mouvement ouvrier et réciproquement. Nouer des relations professionnelles durables aidant à souder

la fraternité enseignante. C'est, en fin de compte, **pratiquer** l'internationalisme et commencer à fonder l'école internationale à laquelle le mouvement ouvrier aspire parce qu'il la sait aussi bien outil de sa victoire que plus bel atout de son triomphe.

L'organisation de cette école d'été est entreprise. Il est trop tôt pour en préciser le programme. Mais si les intentions qui en sont dites intéressent quelques lecteurs, qu'ils soient ou non de l'enseignement qu'ils m'écrivent. Je répondrai de mon mieux à leurs questions et j'espère qu'il en sera beaucoup pour profiter de ces fructueux contacts professionnels.

Voici maintenant le texte des motions sur lesquelles trois maîtres d'école, l'un de Chicago, l'autre de Bruxelles et le troisième de Paris se sont facilement mis d'accord.

G. W.

Résolutions

I. — RESOLUTION SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

Le Bureau Exécutif du Secrétariat Professionnel International de l'Enseignement (S.P.I.E.), réuni à Bruxelles les 7 et 8 février 1952,

CONSTATANT que la politique de réarmement engloutit, dans tous les pays du monde, une somme monstrueuse de crédits, alors que les ressources manquent pour l'immense travail qui reste à accomplir dans le domaine de l'éducation, de l'instruction et de la santé de la jeunesse,

CONSTATANT également que la course aux armements, la menace et la suspicion auxquelles se livrent les grandes puissances, et la violence qui règne sur différents points du globe créent un climat d'insécurité et de désarroi moral, dans lequel l'accomplissement de la mission éducative est décevant, sinon impossible,

EXPRIME l'angoisse des éducateurs devant une telle situation, dont la responsabilité est imputable à la fois au capitalisme et au totalitarisme,

DEPLORE que la soumission totale de la classe ouvrière des pays soviétiques à la politique du gouvernement de l'U.R.S.S. rende impossible une action concertée et directe des forces syndicales du monde entier contre ces deux facteurs de guerre,

DECLARE que la liberté d'information et l'indépendance des syndicats en dehors de tout contrôle gouvernemental sont les conditions indispensables d'un mouvement d'opinion mondial et d'une action décisive pour la paix,

APPELLE tous les éducateurs du monde à se grouper au sein des organisations syndicales libres,

ADJURE ces organisations, de même que les gouvernements et les organes de l'O.N.U. de tendre tous leurs efforts vers la pacification du monde et le désarmement,

ATTEND des éducateurs de tous les pays qu'ils poursuivent leur tâche en cultivant dans l'esprit des jeunes la conscience de leurs droits et de leurs devoirs en tant que citoyens, l'amour de la liberté et le sens de la solidarité humaine.

II. — RESOLUTION SUR LES MOUVEMENTS D'EMANCIPATION DES PEUPLES

Les Educateurs groupés dans le S.P.I.E. mettent leur confiance dans l'action syndicale pour développer le sens de la coopération internationale et pour accomplir l'émancipation humaine. Ils sont persuadés que cette action syndicale ne peut prendre tout son sens que chez des peuples ayant enfin conquis leur indépendance. Ils expriment leur entière solidarité avec les peuples qui luttent pour la conquérir et avec les organisations syndicales qui les y aident.

Ils approuvent la lutte pour son indépendance menée par le peuple tunisien en général et par leurs camarades enseignants groupés dans l'U.G.T.T. Ils s'efforceront de la soutenir par des interventions auprès du gouvernement français et auprès de l'opinion publique faisant valoir que les intérêts particuliers des colonialistes ne doivent pas prévaloir devant la liberté d'un peuple à disposer de lui-même.

Ce qu'ils pensent à propos de la Tunisie, ils le pensent à propos de tous les problèmes posés par les peuples sous tutelle ; le devoir des enseignants syndicalistes est de lutter pour la suppression de ces tutelles.

A plus forte raison ont-ils le devoir d'alerter l'opinion publique pour empêcher les régimes totalitaires, et tous ceux qui le deviennent de perpétrer dans l'ombre des exterminations d'hommes libres. Franco a fait condamner à mort, le 6 février 1952, à Barcelone, onze militants syndicalistes, en a fait condamner quinze autres à des peines de prison allant jusqu'à 39 ans (1).

Les enseignants syndicalistes appellent tous les syndicalistes libres de tous les pays et de tous les métiers à empêcher avec eux, par leurs protestations, l'exécution de tels crimes.

---

(1) Selon des informations reçues le 12 février, 9 condamnations à mort sont confirmées et parmi les 17 autres peines de prison il en est plusieurs de 20 à 30 ans.

Le martyrologe des peuples soumis à la domination française

(Suite et à suivre)

TUNISIE

4 tués le 24 janvier à Kairouan
1 tué le 24 janvier à Tunis
2 tués le 4 février à Hammam-Remimi
5 tués le 4 février à Tunis

Au cours des opérations de « ratissage » du cap Bon du 28 janvier au 2 février :

7 tués à Tazerka
10 tués à Kelibia
2 tués à Maamoura
3 tués à Beni-Khiar.

ANTILLES

Le 14 février, au Moule, dans la Guadeloupe, les gendarmes ont tiré sur des grévistes.

Résultats officiels : 3 TUES et 9 blessés.

Après l'Afrique noire et l'Afrique blanche, l'Amérique.

MAROC

Le 17 février, à Casablanca, des Marocains ayant voulu faire connaître leurs opinions politiques à des délégués sud-américains, la police tire : 2 TUES.

CHEZ RENAULT

PANORAMA SYNDICAL

Essor économique

L'acuité des problèmes posés par l'action ouvrière à la Régie Nationale des Usines Renault et leur profonde répercussion sur l'ensemble du mouvement ouvrier appellent un examen de la position particulière de cette usine-pilote qui porte en elle tous les ferments de crise de notre époque.

Situons rapidement l'usine sur le plan économique : — Une superficie égalant celle de la ville de Chartres, employant plus de 40.000 travailleurs, une production représentant 33,7 % de l'industrie automobile française — une concentration des moyens de production et de main-d'œuvre de première importance.

L'essor économique depuis la libération est très significatif : 300 véhicules produits journellement en 1949 ; 500 en 1950 ; plus de 700 en 1951. — 1952 doit voir une production de 1.000 véhicules chaque jour dès que les nouvelles fabrications de « Frégate » seront démarrées.

Bilan syndical

Si le bilan économique s'avère brillant, le bilan syndical ressemble fort à un procès-verbal d'autopsie.

Triomphant à la libération, le syndicalisme tout-puissant incarné par la C.G.T. semblait devoir assumer, dans cette usine fraîchement nationalisée, un rôle de tout premier plan.

Mais les problèmes principiels du mouvement ouvrier furent escamotés au profit d'une aimable collaboration de fait avec la nouvelle direction et d'une stalinisation méticuleuse de l'appareil syndical.

1945, avec l'apparition de la C.N.T., donne un discret signal d'alarme quant à la politique du « Travailler d'abord et revendiquer ensuite ».

En 1947 le mécontentement des travailleurs contre leur direction syndicale se manifeste par la création d'un S.D.R. (Syndicat Démocratique Renault).

Le brusque retournement cégétiste dans le cadre de la politique stalinienne qui suit le licenciements des ministres du P.C.F. précipite la désorientation du mouvement, la création de F.O. fait fondre les effectifs cégétistes et dissocie la grosse masse des ouvriers syndiqués.

De 1948 à 1950, des combats sans grandeur, en vue d'une hypothétique unité, permettent à la C.G.T. de récupérer une partie de ses forces, grâce aux lamentables politiques pratiquées par les confédérations adverses.

Février 1950, l'ultime grande manœuvre stalinienne donne une grève vite essoufflée qui se solde par un fiasco habilement rejeté sur le dos de F.O., près de mordre la poussière.

Entre temps un syndicat indépendant prend naissance grâce à l'appui occulte des pontifes R.P.F. de l'entreprise et recrute durant la grève parmi le personnel qui travaille.

L'automne consomme la rupture totale entre les syndicats, seules C.F.T.C. et C.G.T. jouent toujours à l'unité.

La politique syndicale n'est plus qu'une série de négociations aboutissant aux divers accords de salaires qui ont servi de modèle à toute la région parisienne.

Le seul gain positif de ces accords a été de préserver le pouvoir d'achat de 1949. L'amélioration de fait qui se situe entre 8 et 10 % doit tenir compte de l'horaire de travail oscillant entre 48 et 54 heures. Bien que la Régie soit située dans une zone favorable de salaires, seul le P3 (ouvrier hautement qualifié) bénéficie d'un pouvoir d'achat équivalant à celui de 1938. OS, P1, P2 n'atteignent qu'environ 80 % de ce pouvoir d'achat (40 heures en 38 ; 48 heures en 52).

Renault n'est plus le bagne « Renault ». Le syndicalisme y est implanté, mais naguère force triomphante il n'est plus aujourd'hui qu'une expression de propagande.

20 % d'ouvriers sont syndiqués, cinq centrales se partagent l'éventail syndical.

CGT, CFTC, CGTFO, Confédération des Syndicats Indépendants, chez les ouvriers.

CGT, CGC, CFTC, CGTFO, chez les mensuels.

Les forces syndicales

La C.G.T. stalinienne recueille encore 75 % des voix aux élections, mais sa perte de substance est plus réelle qu'apparente, car pour le travailleur de Renault, voter C.G.T. c'est, avant tout, dans le désarroi donner le coup de barre à gauche contre une politique gouvernementale qu'on n'approuve pas.

F.O. souffre de la carence du syndicalisme, handicapé par la politique de sa direction fédérale et confédérale. Elle n'a pas su rendre clairs pour trop de travailleurs les motifs impérieux de sa scission ; elle subit aussi courageusement tout le poids d'une propagande stalinienne particulièrement virulente.

La C.F.T.C. se gonfle des gains enregistrés grâce à un unitarisme de façade avec la C.G.T. et, forte de sa casuistique orchestrée par les jeunes turcs du mouvement, rêve de la peau de l'ours cégétiste.

Le syndicat indépendant n'a pas de militants, il s'appuie sur les troupes de choc du R.P.F. et a mordu sur l'aile droite de F.O.

La C.G.C. est un organisme paisible qui défend la hiérarchie sans gros éclats.

Les partis aux créneaux, décidés coûte que coûte à planter leurs emblèmes sur la R.N.U.R., s'y livrent une lutte sans merci.

L'orgueilleux R.P.F., l'évanescente S.F.I.O., le fantomatique M.R.P., l'occulte franc-maçonnerie, les chapelles trostkysantes et les trostkystes *ex cathedra*, un instant mis en vedette par l'épisodique S.D.R., sont écrasés par le colosse stalinien.

La machine stalinienne de la R.N.U.R. est un catalyseur qui entend être maître incontesté des lieux et en disposer à sa guise. Le contrôle Renault lui est indispensable et le P.C.F. a tout mis en œuvre pour le conserver.

Majoritaires au comité d'établissement les staliniens ont pratiquement détruit les possibilités d'action ouvrière par le canal de cette institution désormais vouée par leurs soins au rôle de marchands de soupe, gérants de pouponnières où les travailleurs sont priés pour continuer à en bénéficier de signer le dernier appel du Kominform.

Le comité d'entreprise à majorité stalinienne, maître des œuvres sociales, dispose d'un important

budget (qui après de sérieuses amputations demeure aux environs de 200 millions), emploie près de 500 personnes et gère encore de nombreuses crèches, cantines, garderies, associations culturelles et sportives.

Depuis 1948 et la fin de l'idylle stalino-directoriale, la majorité du C.E. a une position de combat.

Epuré de tous les éléments non staliniens, le comité d'entreprise est devenu la vache à lait stalinienne par excellence. (Les scandales du gaspillage ne se comptent plus. Citons, entre autres, pour mémoire, plus de 30 millions de déficit dans la gestion des cantines avec des repas qui coûtent dans le mess des bureaux 200 à 250 francs.)

Il faut voir une campagne électorale où 500.000 *tracts et dépliants* sont jetés sur l'usine, où l'on trouve une affiche tous les 10 mètres dans les rues avoisinantes, quand le micro ambulant, accompagné des cellules de choc va porter le credo stalinien aux travailleurs, quand on brûle les tracts hostiles à la C.G.T., quand on casse la figure aux opposants, quand sous la pression stalinienne des bulletins de vote nuls sont déclarés bons, quand on dit gentiment au représentant F.O. : *nous espérons que l'année prochaine vous n'aurez pas le droit de voter.*

L'action ouvrière et le 12 février 1952

Les pantalonnades démagogiques ont fatigué les travailleurs qui veulent bien se battre pour l'échelle mobile, mais hésitent quand on leur demande de faire grève pour libérer Henri Martin, et qui hésitent encore plus quand on les mobilise contre la publication de certains feuilletons du *Figaro*, et qui ne croient plus à la nécessité d'une action quand le nez stalinien perce derrière le placard syndical.

Ainsi le stalinisme pratique une sorte de terrorisme à froid. Si ses méthodes de gangsters ont fossoyé le syndicalisme de combat, elles ont écarté les ouvriers de l'action par peur de retrouver ailleurs ce qu'ils désertent ici.

Aujourd'hui la classe ouvrière paye les pots cassés et le puissant moteur stalinien n'est pas sans avaries.

Voyons plus près de nous la journée du 12 février aux Usines Renault.

La semaine précédente une décision prise par les ouvriers des forges (9 sur 1200) invite les travailleurs, sans consultation préalable, à la grève pour le 12, pour riposter aux mesures fascistes du gouvernement interdisant la manifestation du 10.

Cet appel est placardé sur tous les murs de l'usine, repris par l'*Humanité* qui annonce Renault gagné à la cause. Les autres syndicats se récusent, seules F.O. et C.G.C. feront clairement connaître leur position.

Le 12 au matin, piquets de grève, barricades, quelques pelotons de police... et 80 % d' ouvriers au travail auxquels il y a lieu d'ajouter 8 % d'absents par maladie.

Pour masquer l'échec, il faut du sang à la une... et les tuiles de pleuvoir sur la police qui reçoit force boulons et barres de fer.

Des deux côtés on se tâte, misant sur la bagarre, les cellules actives (200 personnes environ) envoient des délégations pour débrayer l'usine, qui ne débraye pas. Le putsch est recherché par tous les moyens. La police de son côté tient à savoir quelles sont les forces adverses.

S'étant mesurées, police et cellules cessent la bagarre vers 15 h. 30 sur un ordre de la direction fermant les usines. Ordre rapporté par la suite à la demande des travailleurs qui veulent bien partir mais être payés ; dès 16 heures les usines sont déblayées. Les responsables de l'appareil sont venus travailler ou se sont fait porter malades — qu'importe, l'*Humanité* aura ses manchettes le lendemain.

Pour la première fois depuis longtemps, Renault ne marche plus, les leviers sont faussés.

Les syndiqués C.G.T. sont encore moins nombreux et la grande masse des inorganisés grandit.

Dans la mesure où les travailleurs se dissocient de l'action stalinienne, le fiasco du 12 n'est pas une défaite.

Mais c'est un grave avertissement.

C'est l'heure pour le syndicalisme libre d'utiliser les leçons de la grève, d'impulser de nouveau l'action syndicale. La tâche est ardue.

A l'heure des réactions négatives, quand le travailleur sent confusément que « cela ne marche pas », quand il est plus contre quelque chose que pour un but précis, il ne faut pas se payer de mots. Trahi trop souvent par des directions qui l'ont mené à la défaite, le travailleur qui n'exprime pas en termes politiques sa situation s'est replié sur lui-même.

Le grand corps affaissé de la classe ouvrière, maltraité par les charlatans du syndicalisme, est encore vigoureux. Il souffre par-dessus tout d'une crise de confiance.

Si ceux qui sont conscients de ce grand drame savent dresser de toute la force de leurs convictions leurs poings nus dans la mêlée, si entre la réaction patronale et le poison stalinien un courant ouvrier ouvre une large brèche, quels que soient les sacrifices, ils seront payants.

Les militants F.O. de la R.N.U.R., pleinement conscients de l'enjeu, ont choisi contre le fatalisme, espérant qu'on ne les laissera pas effectuer un baroud d'honneur comme à l'ordinaire.

Pierre **DENIS**

BULLETIN DE ZIMMERWALD

La réunion de février du Cercle Zimmerwald avait été avancée pour ne pas nuire à la conférence de la *R.P.* organisée pour le 17. Elle s'est tenue le 10, et fut en grande partie consacrée à l'exposé d'un camarade vietnamien.

Il serait difficile de résumer ici ce que nous dit le camarade Ho, qui fut un compagnon de Ta-Thu Thau. Il s'est agi surtout d'un historique des événements qui aboutirent à la prise du pouvoir par les staliniens. Ceux-ci surent tromper tout le monde, y compris les Américains, et ils utilisèrent absolument tous les moyens, allant même jusqu'à l'extermination massive des trotskystes, dont le leader Ta-Thu-Thau fut assassiné en septembre 1945.

Le camarade Ho continuera ce mois-ci son exposé en nous parlant des perspectives du Viet-Nam dans sa lutte pour l'indépendance.

Il lui sera peut-être possible de condenser son exposé dans une étude que la *R.P.* pourrait publier. Ainsi, loin de nuire à la revue, le Cercle lui donnerait la possibilité de suivre de plus près la vie internationale.

⁂

Auparavant, on s'occupa des premiers pas du Cercle dans le domaine de l'organisation. La nouvelle de la création spontanée d'un Cercle Zimmerwald à Niort et l'annonce d'une tentative à Berlin obligèrent les membres du bureau provisoire à prendre une décision concernant la liaison entre les Cercles déjà créés ou simplement envisagés. Il fut décidé d'appliquer les principes du fédéralisme le plus pur, à savoir :

1° Le Cercle Zimmerwald de Paris ne sera en rien un cercle dirigeant. Il réunira les camarades de la capitale et, s'ils le désirent, les camarades isolés des autres localités. Mais il n'exercera absolument aucune autorité sur les efforts tentés parallèlement en d'autres endroits.

2° Les Cercles Zimmerwald qui se créeront dans les départements ou à l'extérieur conserveront leur autonomie entière, au point de vue de leur propagande comme au point de vue de leur trésorerie, les cotisations de leurs membres étant réservées à leur vie propre.

3° Aussitôt que le besoin s'en fera sentir, et si la création de Cercles locaux ou départementaux se développe — comme nous l'espérons — une conférence nationale des Cercles Zimmerwald pourra être organisée par les soins des Cercles existants, à l'effet de créer une *liaison*.

4° En attendant cette possibilité, les Cercles existants se tiendront en rapports constants, sur le pied d'égalité ; ils échangeront leurs idées, leur documentation, voire leurs conférenciers sur tel ou tel sujet les intéressant.

⁂

Si donc le Cercle Zimmerwald de Paris donne ici quelques indications sur son activité propre, ce n'est pas pour imposer un point de vue : c'est pour informer, et, si possible, pour susciter des efforts dans le même sens.

Il a été décidé que la réunion mensuelle serait désormais ouverte à tous les membres du Cercle. A la réunion de mars — qui se tiendra le dimanche 9 mars, à 15 heures précises, 78, rue de l'Université, salle dite des Nymphes — sont convoqués tous les camarades ayant fait parvenir leur adhésion.

A l'ordre du jour de cette réunion :

— Suite de l'exposé sur le Viet-Nam ;

— La situation en Pologne ;

— Et, peut-être, un exposé sur la situation actuelle en Tunisie...

Les camarades présents seront invités à faire connaître les questions sur lesquelles il leur semble nécessaire de préparer des études en vue des prochaines réunions.

Il en sera ainsi chaque mois. Nous voulons être un véritable Cercle en ce sens que, tous les mois, nous nous retrouverons ensemble, pour examiner les points les plus importants de l'actualité internationale, pour nous informer, et, le cas échéant, pour confronter les opinions.

Bien entendu, ces réunions mensuelles, quoique réservées aux membres du Cercle, ne seront pas des réunions absolument fermées. Chaque membre du Cercle pourra, s'il le désire, amener avec lui tel ou tel camarade de sa connaissance désireux de s'informer sur notre activité.

⁂

Pour les adhésions, rappelons deux points :

— Selon l'article 6 du projet de statuts, l'adhésion doit être « parrainée » par deux membres du Cercle et acceptée par le Comité provisoire. Ce comité est actuellement composé des camarades Monatte, Rosmer, Chambelland, Charbit, Delaunay, Lapeyre, Martinet, Ruffin, Thevenon et Walusinski.

— La cotisation de 1952 (1.000 francs) peut être remise au secrétaire provisoire (Martinet) ou au trésorier provisoire (Chambelland). Elle peut aussi être versée à notre Compte de Chèque Postal, qui, maintenant, fonctionne régulièrement :

Compte Chèque Postal Paris 8490-16, *Cercle Zimmerwald*, 78, rue de l'Université, Paris (7°).

⁂

Nous examinerons également, ce dimanche 9 mars, la convocation de la première assemblée générale ordinaire prévue pour mai 1952 selon l'article 22 du projet de statuts. Rappelons à ce propos que les propositions de modification de ce projet doivent parvenir au Comité *avant le* 31 *mars*.

⁂

Signalons enfin qu'un certain nombre d'exemplaires de l'ouvrage de notre camarade Rosmer : *« Le Mouvement ouvrier pendant la guerre ; De l'Union sacrée à Zimmerwald »* sont d'ores et déjà mis à la disposition des camarades désireux de se procurer ce livre. Ils leur seront cédés au prix de 1.000 francs l'exemplaire, le produit net de cette cession devant être entièrement réservé à la propagande du Cercle.

Qu'on se le dise ! Et que tous ceux qui ne possèdent pas cet ouvrage fondamental se hâtent de nous le demander !

LIVRES — REVUES

La Religion et l'Essor du Capitalisme, par R. H. TAWNEY. Bibliothèque d'Histoire Economique et Sociale dirigée par Bourgin, Dolléans et Labrousse. Librairie M. Rivière, 31, rue Jacob, Paris (VI°), 850 fr., 318 p. Traduit de l'anglais par Odette Merlat.

En prétendant imposer aujourd'hui le critère de sa loi morale aux actes de la vie politique et sociale, l'Eglise renoue avec un passé où la vie dans toutes ses manifestations était imprégnée de la pensée religieuse. C'est à l'étude de ce passé que nous convie R. H. Tawney dans son ouvrage remarquable que E. Labrousse a préfacé magistralement. Le livre n'est pas récent ; publié en 1922, son édition fut reprise en 1936 ; l'on doit à la librairie Rivière de le faire connaître aux lecteurs français.

L'auteur s'est attaché surtout à l'étude du XVI° siècle riche de ses bouleversements économiques et de ses révolutions religieuses et qui donna au capitalisme une poussée irrésistible. Et dès le début il a soin de préciser que la pensée des hommes a autant de portée que leur action ; il ne faut pas que les réalités économiques fassent oublier l'effort de ceux qui tentèrent, par leurs théories, de donner du monde une explication.

Au premier chapitre, il fait le tableau de l'arrière-plan médiéval dont s'est nourri le XVI° siècle. Dans cette société fortement hiérarchisée des premiers temps du Moyen Age, l'Eglise voit l'œuvre de Dieu. Chaque classe y a sa fonction propre : le religieux prie, le seigneur défend, paysan et artisan travaillent. Entre les classes l'inégalité est nécessaire, elle permet à chacune d'elles d'exercer sa fonction et de jouir de ses droits. C'est un échange de services où l'argent n'a que peu de place. Et ainsi l'Eglise s'accommode du servage et de l'oppression que le seigneur ou l'abbé fait peser sur le vilain. Mais le monde du Moyen Age ne va pas demeurer figé pendant cinq siècles, les conditions économiques vont changer. On renoue les relations avec l'Orient, les routes sont plus sûres et les villes vont renaître touchées par le grand commerce qui parcourt l'Europe et le commerce local des artisans groupés en corporations. Cette nouvelle catégorie sociale formée de marchands, de banquiers et d'artisans libres qui substitue l'argent à l'échange des services est un corps étranger au système féodal ; l'Eglise résiste ; rappelons son opposition au mouvement communal. D'où nécessité de nouvelles formules pour régler les problèmes nés de l'argent et la nouvelle casuistique économique porte ses efforts sur la notion du juste prix et de l'usure. « Les richesses, dit saint Antonin, existent pour l'homme et non l'homme pour les richesses. » Les prix sont fonction du travail, on ne peut exiger au delà de la satisfaction des besoins matériels. Quant à l'usure, elle est contraire à l'Evangile ; sa prohibition a pour but de protéger les faibles. « Le péché impardonnable est celui du spéculateur ou de l'intermédiaire qui extorque un gain personnel en exploitant les nécessités publiques. » Mais l'Eglise essaie en vain de retenir les forces économiques nouvelles dans les mailles de sa morale. La haute finance, les transactions entre les puissants, banquiers, papes, rois, féodaux échappent à la règle. L'Eglise a échoué ; on ne peut nier la noblesse de ses efforts.

Sur les ruines du monde féodal s'édifie un monde nouveau. Le village, le bourg, les nations, autant d'obstacles aux forces qui se lèvent et qu'il faut briser. Les grandes découvertes maritimes ne sont que le couronnement de toute une suite d'efforts. Baisse de l'or, hausse des prix, spéculation, développement des banques, essor des compagnies commerciales de caractère international, décadence de Venise, naissance d'Anvers qui devient la capitale commerciale et financière de l'Europe sont bien la preuve que le vieux système féodal, qui durant des siècles avait donné un sens au monde, est désormais caduc. Et pourtant, dans une Allemagne dominée par les appétits de la finance et l'âpreté d'une bourgeoisie

naissante, secouée par les révoltes des artisans et des paysans se lève la voix du dernier des grands scolastiques du Moyen Age : contre la corruption née de l'argent, contre Rome, contre l'exploitation des malheureux Luther brandit une arme, l'Evangile, l'Eglise doit redevenir une assemblée de croyants. Ses théories sont plus réactionnaires que celles des premiers théoriciens du Moyen Age : la hiérarchie sociale doit être maintenue, le commerce se limiter à l'échange des produits de première nécessité et contre les paysans révoltés contre l'ordre séculier il va dire : « Quiconque le peut, qu'il frappe, châtie, étrangle ou poignarde, un prince mérite plus le ciel en répandant le sang qu'un autre en priant ». Conservateur au point de vue social, Luther par une étrange contradiction rejette les règles de la morale chrétienne qui cimentait la société médiévale. Les activités humaines n'ont pas de fins spirituelles, l'Eglise et les œuvres ne peuvent assurer le salut : le chrétien se trouve seul devant Dieu. Mais s'il abat l'édifice religieux, s'il nie toute vertu à ses institutions, ses règles, ses contraintes, que propose-t-il pour faire triompher la morale chrétienne ? A la question de savoir si les autorités de Dantzig doivent supprimer l'usure : « Le prédicateur, répond-il, prêchera seulement la loi de l'Evangile et laissera chaque homme suivre sa conscience. » La voix du cœur ? La voix de la conscience ? Luther lui-même doute de leur efficacité et confie au prince le soin de régler les rapports entre les hommes.

Le champ des réalités économiques que l'Eglise impuissante doit abandonner et qu'avec violence Luther a rejeté, le calvinisme va l'exploiter. Il est parti des milieux urbains « transporté de pays en pays par des commerçants et des ouvriers émigrants... Son enseignement s'adresse aux classes engagées dans le commerce et l'industrie... Il supposa une organisation économique relativement avancée et fonda sur elle sa morale sociale. A cet égard, l'enseignement des moralistes puritains est en contraste marqué avec celui des théologiens du Moyen Age et avec celui de Luther ». Les théories de Calvin se déduisent avec logique de sa pensée religieuse. Si Dieu a choisi ses élus de toute éternité, le but du chrétien n'est donc pas la recherche du salut personnel mais la glorification de Dieu qu'on peut chercher « non seulement dans la prière mais dans l'action... Le monde est conçu afin de montrer la majesté de Dieu. Le devoir du chrétien est donc de discipliner sa vie individuelle et de créer une société sanctifiée... Ne se pouvait-il pas que, purifiées et disciplinées, les qualités qu'exigeait le succès économique, économie, effort, sobriété, frugalité, ne fussent pas, après tout, le fondement des vertus chrétiennes ? » Le calvinisme ne condamne pas l'accumulation des richesses « mais leur mauvais usage à des fins d'égoïsme et d'ostentation ». Les intérêts matériels seront « consacrés au service de Dieu ». Ces qualités qu'exige le succès économique reçoivent un élan spirituel qui va accélérer la destruction du monde féodal et activer l'édification de la nouvelle société capitaliste. Un nouveau type de chrétien est né ; une nouvelle échelle de valeurs morales est établie. La bourgeoisie montante « chez qui le calvinisme s'enracine profondément » se persuade qu'elle est le peuple élu et qu'un corps de doctrines sociales rigoureuses sont nécessaires pour hâter la venue de la cité de Dieu. Ainsi le calvinisme se présente à ses débuts comme l'exaltation de l'individualisme et comme doctrine d'un socialisme chrétien. Et à Genève, Calvin crée le type d'une société chrétienne où la discipline collectiviste l'emporte d'ailleurs sur les tendances à l'individualisme.

Le calvinisme va essaimer en Europe. Nous le suivons en Angleterre. Ses deux aspects, l'individualiste et le collectiviste un instant soudés à Genève vont se dissocier. L'accent sera mis sur le premier. Le calvinisme s'adapte aux nécessités économiques du moment qui exigent la liberté. Se lève le puritain, différent du calviniste genevois. Si les actions humaines n'aident pas au salut, elles sont cependant la preuve que le salut a été accordé. « Il se jette dans l'activité pratique avec l'énergie de quelqu'un qui, ayant apaisé tous ses doutes, a conscience qu'il est un vase d'élection... Il est l'ascète pratique qui remporte ses victoires sur le champ de bataille, dans le bureau d'affaires et sur le marché ». Dans le tumultueux XVII[e] siècle anglais il lutte contre l'Etat autoritaire qui impose des restrictions à son activité, il prépare la révolution de 1688 qui en affaiblissant le pouvoir du roi donne aux classes moyennes la réalité du pouvoir. Persuadé que sa réussite est le fruit de son activité et non des circonstances économiques, il est impitoyable à ceux qui tombent, à ceux qui souffrent. Il a perdu le sens de la solidarité. La misère est le fruit du péché, de la paresse, la pitié et la charité ne peuvent que la fortifier. Le puritain apaise ainsi sa conscience et sert en même temps le propriétaire qui se plaint de la taxe des pauvres et le fabricant qui trouve excessif le taux des salaires ; le bas salaire oblige au travail. Il faut lire Dickens pour connaître la détresse physiologique et morale des malheureux qui vivent dans le Work House, la réalisation la plus achevée de l'hypocrisie puritaine ; en 1838, 48.000 enfants y végétaient. La morale et les intérêts matériels y trouvent leur compte.

Il ne peut s'agir d'appliquer aux XVII[e] et XVIII[e] siècles anglais les règles de notre jugement. Personne ne songeait à cette époque à s'apitoyer sur le sort de la classe ouvrière et paysanne. Les mesures sociales qui protégeaient le producteur dataient d'une époque révolue où les échanges se limitaient au cadre de la paroisse. La misère des ouvriers entassés dans les maisons sordides des cités industrielles posait des problèmes pour la solution desquels rien n'était prévu. La bourgeoisie était la classe progressive ; les inventions perfectionnaient la technique, décuplaient le rendement ; elle partait à la conquête des marchés, broyant impitoyablement les faibles et les vaincus, mais au XVIII[e] siècle elle était la première puissance économique et commerciale. Le goût de l'initiative et de l'effort, le sens pratique, l'amour de la liberté, dépouillés de leur vernis religieux, se retrouvent chez l'Anglais d'aujourd'hui.

La traduction de Mme O. Merlat n'a pas brisé cette poésie biblique dont le souffle rude, désespéré, poignant emplit l'âme du puritain. Le voici, aux premiers âges, au temps des Pères Pèlerins, seul devant son dieu : « A travers les fenêtres de son âme il contemple un paysage que n'effleure aucun souffle de printemps. Ce qu'il voit c'est un désert implacable et glacé, déroulant vers la tombe ses immensités neigeuses, désert qu'il faut conquérir les membres las, sous les astres solitaires. » La Bible, le livre des vieilles légendes aux images dures comme la pierre, l'arsenal d'où le puritain, le progressiste va puiser les boulets dont il bombardera le monde.

L. LERAY.

FAITS ET DOCUMENTS

La Loire contre la productivité

Dans son congrès du 13 janvier, l'Union départementale de la C.G.T.-F.O. de la Loire a voté une résolution sur la productivité dont voici la conclusion :

Le Congrès est convaincu que tant que ne sera pas instauré un régime de démocratie économique, la meilleure participation des travailleurs à l'augmentation de la productivité reste la lutte pour des salaires et un niveau de vie plus élevés.

Cette attitude précipite la liquidation des parasites économiques que sont les entreprises marginales qui ne peuvent soutenir la concurrence en payant des salaires normaux, et oblige les patrons à améliorer leur équipement et à adopter des techniques modernes pour économiser une main-d'œuvre coûteuse. Aussi est-elle la seule position réaliste.

Elle a déjà fait ses preuves dans des pays à haute productivité. En régime capitaliste elle peut obliger ceux qui détiennent les moyens de production à développer leur capacité et à en faire bénéficier les travailleurs.

D'autre part, voici de Tony Peyre, secrétaire de cette union départementale, des extraits d'une étude intitulée « Au pays de la productivité » faite au retour d'un voyage aux Etats-Unis :

L'attitude des travailleurs et des syndicats

Quand on parle de productivité aux travailleurs américains et aux militants de base, ils sont tout étonnés. On sent qu'ils se font peu de soucis à ce sujet.

Dans la pratique ils sont impliqués dans les problèmes que pose cette productivité croissante, mais n'ayant aucun goût pour les théories, pas plus pour les théories économiques que pour les autres, ils ne savent pas la définir. Tout comme les travailleurs français, ils se soucient bien plus des réalités concrètes que sont leurs conditions de travail et leur pouvoir d'achat.

Comme chez nous, leur réaction première est un instinctif sentiment de méfiance à l'égard de la nouvelle machine qu'on veut installer et qui, dans le régime capitaliste, deviendrait vite leur ennemie s'ils ne se tenaient sur leur garde.

En ce qui concerne les responsables syndicaux, les sociologues et les économistes, à la question posée cent fois : « Quel est le rôle des travailleurs et des syndicats américains dans l'amélioration de la productivité ? », sauf au syndicat du vêtement masculin qui tente une expérience particulière, il nous fut chaque fois répondu de la façon suivante : **« La haute productivité, c'est avant tout l'affaire du patron : c'est à lui qu'il revient de la réaliser par une meilleure organisation du travail et un équipement mécanique toujours plus poussé... Les syndicats ne se soucient pas directement de l'accroissement de la productivité. Ils n'y sont pas opposés, mais dans la mesure seulement où elle ne se réalise pas au détriment des travailleurs, et qu'au contraire ils en bénéficient. »**

Précisons tout d'abord que par une saine réaction contre les systèmes de rémunération basés sur l'intensification de l'effort humain, qui s'étaient instaurés avant que le syndicalisme soit puissant, les syndicats américains sont par principe opposés aux systèmes de travail aux pièces, au boni, ou à tout autre système de rémunération au rendement. De ce fait, contrairement à ce qu'on croit généralement ici, ces pratiques sont bien moins répandues qu'en France. Et ce fut une révélation pour le plupart des membres de la mission que de constater que les cadences de travail sont généralement moins poussées que dans nos usines ou chantiers, même là où, du fait du travail à la chaîne, les opérations sont très fragmentées.

Les conventions collectives prévoient généralement qu'avant toute modification des méthodes du travail ou l'installation d'une nouvelle machine, le syndicat sera averti. Il n'est pas consulté sur le bien-fondé de la modification prévue, mais seulement sur les répercussions dans les conditions de travail et de rémunération. Le syndicat veille tout d'abord à ce qu'un emploi, à conditions au moins égales, soit procuré aux travailleurs que la nouvelle machine ou le nouveau procédé de fabrication vont libérer.

Il étudie ensuite éventuellement quelles devront être les nouvelles normes de travail pour que les travailleurs perçoivent un salaire au moins égal, pour un effort pas plus élevé, et il s'oppose à toute accélération des cadences.

Il fait ensuite le compte des économies réalisées et réclame en contre-partie des salaires ou avantages sociaux plus élevés pour obtenir une part du bénéfice des améliorations techniques. Ceci a pour conséquence que dans l'ensemble, pour un revenu national sans cesse accru, la part des salaires, même pendant les années de guerre, représente au moins le même pourcentage. Prises sur une assez longue période, les statistiques indiquent que la part des salaires a très sensiblement progressé, ce qui est loin d'être le cas chez nous.

La baisse des prix de revient, rendue nécessaire par la concurrence, ne pouvant pas généralement se faire sur le dos des travailleurs, il fallut trouver d'autres moyens ; l'action des syndicats est donc de ce fait un facteur de progrès à la fois social et économique, et on ne peut mieux situer la position des syndicats vis-à-vis de la productivité qu'en reprenant un passage d'une intervention que John L. Lewis, président du syndicat des mineurs, faisait au cours de l'un des congrès de cette corporation :

« La seule chose qui ait modernisé l'industrie du charbon dans ce pays, achevé sa capacité de production, réduit ses prix de revient et augmenté le rendement par jour et par homme, a été la politique suivie par le syndicat des mineurs ces cinquante dernières années. Constamment sur la brèche pour un meilleur niveau de vie, une plus grande sécurité du travail, moins d'heures de travail et des salaires plus élevés, objectifs qui, à leur tour, ont amené l'industrie à adopter des techniques modernes pour réduire le coût de la production. »

ENTRE NOUS

Cinq années

C'est en mars 1947 que la R.P. a paru de nouveau. Cinq ans déjà. On pourrait faire, sur le travail de la R.P., des réflexions critiques.

Les camarades qui sont chargés de l'administration vont au plus pressé. Puisque la R.P. a reparu en mars, ce mois est une échéance pour un grand nombre de vieux abonnés. Vieux ? Pas forcément, mais fidèles.

Fidèles, bien sûr, mais comme tout le monde assez occupés pour ne pas penser à cette façon si utile de commémorer cet anniversaire de cinq ans : renouveler aussitôt leurs abonnements.

***

Toutes les excuses du comptable pour ne pouvoir donner ce mois-ci : D'où vient l'argent ? Il n'y a pas de secret : il a tout simplement été débordé de travail. Ce sera pour avril.

UN CAMARADE RECHERCHE...

Un camarade recherche les ouvrages suivants :

Les quatre volumes de James Guillaume « L'Internationale » ; « Dix jours qui ébranlèrent le monde », de John Reed ; « Vingt lettres de Léon Trotsky » ; de Léon Trotsky également : « Où va l'Angleterre ? » ; « L'Avènement du Bolchevisme » ; « De la Révolution d'Octobre à la Paix de Brest-Litovsk » ; « Nouvelle Etape ».

Les amis pouvant disposer de ces livres voudront bien nous écrire. De même ceux qui sauraient où l'on pourrait les trouver. Nous les mettrons en rapport avec notre abonné.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes ». 232, rue de Charenton, Paris-12e

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 26 JANVIER. — Violents désordres au **Caire** à la suite de la bataille d'Ismailia.

LUNDI 28. — Vives attaques du **Vietminh** contre Nam-Dinh.

A Pan-Mun-Jon en **Corée** les alliés présentent un projet d'armistice.

MARDI 29. — Les **Chambres égyptiennes** ont voté à l'unanimité la confiance au Gouvernement Maher Pacha.

A **Pan-Mun-Jon**, les Sino-Coréens ont rejeté le projet allié sur l'échange des prisonniers.

MERCREDI 30. — Les **mouvements nationaux d'Afrique du Nord** en appellent à l'O.N.U. pour la solution du problème tunisien.

VENDREDI 1er FEVRIER. — Grève générale en **Tunisie** sur mot d'ordre de l'U.G.T.T.

Grève des camionneurs dans 15 Etats du Sud et du Middle West aux **Etats-Unis.**

SAMEDI 2. — Nouvelle grève des commerçants de **Tunis.**

Graves inondations dans le **Sud-Ouest de la France.**

Le Conseil Syndical du Syndicat Autonome des **Instituteurs de la Seine** comprendra 37 membres majoritaires, 8 de la C.G.T. et 3 de l'Ecole Emancipée.

LUNDI 4. — Ouverture du procès de **« l'Internationale des Traîtres ».**

MARDI 5. — **La Fédération américaine du Travail** se prononce en faveur de l'autonomie tunisienne.

MERCREDI 6. — Mort du Roi **George VI.**

Le **Bey de Tunis** a répondu à la note française cependant qu'une opération de police est déclenchée dans le **Sahel.**

JEUDI 7. — Le Cartel inter-syndical (F.O., autonomes, indépendants, techniciens autonomes, C.F.T.P.-(employés) de la **métallurgie parisienne** se retire de la Commission mixte des Conventions collectives.

VENDREDI 8. — Léon Nicole, l'un des chefs du **parti communiste suisse**, doit abandonner toutes ses fonctions dans le parti.

SAMEDI 9. — Par 204 voix contre 156, le **Parlement de Bonn** vote le principe de la contribution allemande à la défense occidentale.

Grève des mineurs de fond dans le bassin de Cévennes.

LUNDI 11. — Depuis 25 jours, les 1.100 ouvriers du **Tunnel de Notre-Dame de Briançon** sont en grève.

Elections dans l'**Iran** : le Front national, parti du gouvernement, remporte 11 sièges sur 12 à Téhéran.

L'**Italie** se déclare libérée de ses obligations envers l'U.R.S.S.

Grève d'avertissement des mineurs de la **Sarre.**

MARDI 12. — La grève générale décidée par la **C.G.T.** échoue complètement. Bagarres entre policiers et grévistes autour des usines Renault.

MERCREDI 13. — Echauffourée à **La Guadeloupe**, au cours d'une grève dans une entreprise sucrière : 3 morts et 9 blessés.

JEUDI 14. — Accord de caractère militaire entre les **Etats-Unis** et le **Japon.**

Les mineurs de la **Sarre** réclament 15 % d'augmentation de salaire.

SAMEDI 16. — Grave incident à **Tunis** devant la Résidence Générale.

Réunion du Comité Central du **parti communiste.**

MARDI 19. — **L'Assemblée Nationale** vote la confiance sur l'armée européenne par 327 voix contre 287.

MERCREDI 20. — Ouverture à Lisbonne de la réunion du **Conseil Atlantique.**

JEUDI 21. — On donne les résultats complets des élections dans l'**Inde.** Le Parti du Congrès obtient 341 sièges contre 27 communistes, 12 socialistes, 35 indépendants et 51 divers.

VENDREDI 22. — Ouverture du Conseil National du **R.P.F.**

Lock-out de 24 heures dans les industries du **textile et du bâtiment à Sedan.**

SAMEDI 23. — La Ligue des Droits de l'homme proteste contre les licenciements aux **Usines Renault.**

Grève des garçons laitiers parisiens.